



RAPPORT D'ORIENTATION BUDGETAIRE

POUR LE BUDGET 2026

Conseil municipal
Séance du 14 novembre 2025



SOMMAIRE

Introduction	3
I. LES RECETTES DE LA COMMUNE	12
1. LA FISCALITE DIRECTE	12
2. LA DOTATION GLOBALE DE FONCTIONNEMENT ET LE FONDS DE PEREQUATION COMMUNAL ET INTERCOMMUNAL	16
3. SYNTHESE DES RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT ET PROJECTION JUSQU'EN 2026.....	18
4. LA STRUCTURE DES RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT.....	20
II. LES DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT	21
1. LES CHARGES A CARACTERE GENERAL ET LES AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE.....	21
➤ <i>Les dépenses de fluides.....</i>	22
2. LES CHARGES DE PERSONNEL	23
➤ <i>Informations relatives à la structure des effectifs et rémunérations.....</i>	23
➤ <i>Les perspectives 2026 en matière d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes</i>	36
➤ <i>Evolutions et explications des charges de personnel.....</i>	37
3. LA PART DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT RIGIDES DE LA COMMUNE	39
4. SYNTHESE DES DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT	40
5. LA STRUCTURE DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT.....	42
III. L'ENDETTEMENT DE LA COMMUNE.....	43
1. L'EVOLUTION DE L'ENCOURS DE DETTE	43
2. LA STRUCTURE DE LA DETTE	44
3. LA SOLVABILITE DE LA COMMUNE	47
IV. LES INVESTISSEMENTS DE LA COMMUNE	49
1. LES EPARGNES DE LA COMMUNE	49
2. LES DEPENSES D'EQUIPEMENT	52
3. PPI - PROGRAMME PLURIANNUEL D'INVESTISSEMENT	53
4. LES AUTORISATIONS DE PROGRAMME	55
5. LES BESOINS DE FINANCEMENT POUR L'ANNEE 2026	57
V. LES RATIOS DE LA COMMUNE	59



Introduction

L'article L. 2312-1 du code général des collectivités territoriales (CGCT), prévoit que « dans les communes de 3 500 habitants et plus, le maire présente au conseil municipal, dans un délai de deux mois précédant l'examen du budget, un rapport sur les orientations budgétaires (ROB), les engagements pluriannuels envisagés ainsi que sur la structure et la gestion de la dette ». Ce rapport donne lieu à un débat au conseil municipal, dans les conditions fixées par le règlement intérieur prévu à l'article L. 2121-8. Il est pris acte de ce débat par une délibération spécifique.

Plus récemment, l'article 107 de la loi Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe) a modifié les articles L 2312-1, L3312-1, L 5211-36 du CGCT relatifs au débat d'orientations budgétaires (DOB) en complétant les dispositions relatives à la forme et au contenu du débat. Sur le contenu, ce rapport doit maintenant non seulement présenter un volet financier, mais également un volet ressources humaines pour les communes de plus de 10 000 habitants.

Ainsi, ce rapport d'orientation budgétaire débutera par un rappel du contexte économique au moment de l'élaboration de ce document.

Il présentera ensuite les éléments du projet 2026. Ces prévisions et orientations financières seront détaillées pour l'ensemble des budgets communaux. Il dressera également un état de la dette projetée au 31 décembre 2026, détaillera les investissements, les épargnes brutes et nettes de la commune. Pour finir, une présentation des ratios communaux pour la période 2023-2026 clôturera le document.

Un contexte économique, financier et politique incertain

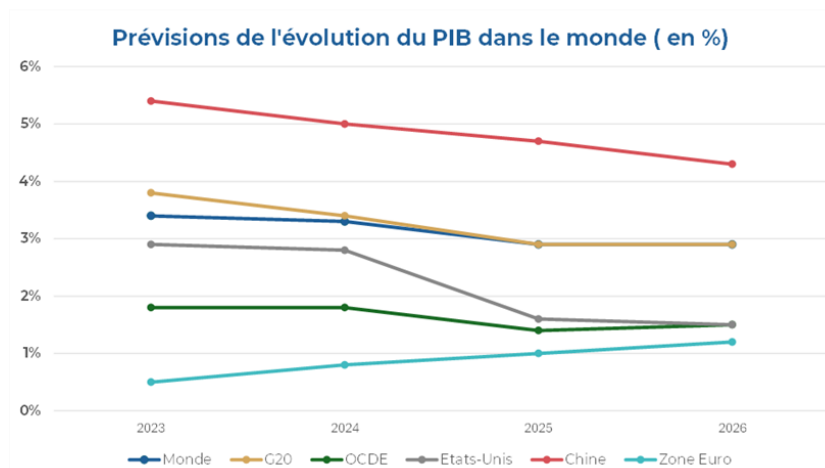
Une croissance mondiale atone et une économie française en demi-teinte

Après le rebond marqué de l'activité en 2021 et 2022, la croissance mondiale a progressivement ralenti sous l'effet du resserrement monétaire et du maintien de prix énergétiques élevés. Les prévisions de l'OCDE et du FMI confirment cette tendance : la croissance mondiale, qui s'élevait à 3,3 % en 2024, devrait ralentir à 2,9 % en 2025 et 2026, un niveau inférieur à la moyenne observée avant la crise sanitaire.

Les trajectoires régionales demeurent contrastées : l'Allemagne reste pénalisée par la hausse des coûts de l'énergie et par les tensions industrielles, tandis que l'Espagne bénéficie encore du dynamisme de son secteur touristique et de l'apport des fonds européens.

Hors zone euro, les États-Unis voient leur croissance ralentir fortement (de 2,8 % en 2024 à 1,4 % en 2025), tandis que la Chine et l'Inde demeurent des moteurs, bien que la croissance chinoise s'essouffle (4,3 % attendus en 2026, contre 5,4 % en 2023).

À ces fragilités conjoncturelles s'ajoute une instabilité accrue des échanges internationaux. La hausse des tarifs douaniers et les tensions commerciales pèsent sur le commerce mondial : l'Organisation mondiale du commerce (OMC) n'anticipe qu'une croissance des échanges de 0,9 % en 2025, avant un léger rebond à 1,8 % en 2026. Ces perspectives, incertaines et marquées par une volatilité accrue des marchés, renforcent le climat d'incertitude économique à moyen terme.



Source : PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES DE L'OCDE, VOLUME 2025

Dans ce contexte international marqué par un ralentissement général et des tensions commerciales, l'économie française affiche un rythme de progression limité. Selon la Banque de France, le produit intérieur brut progresserait de +0,6 % en 2025 et de +1 % en 2026.

Cette trajectoire, légèrement inférieure à la moyenne de la zone euro, reflète la fragilité structurelle de l'économie française. Le déficit commercial conserve un niveau important, et sera pénalisé par le coût élevé des importations énergétiques et par la hausse des tarifs douaniers américains. L'investissement privé demeure contraint par des conditions de financement resserrées et par un climat d'incertitude durable sur les marchés mondiaux.

Si une reprise plus soutenue est attendue à partir de 2027, la croissance française reste à ce stade en deçà de son potentiel de long terme, confirmant un positionnement dans la moyenne basse de la zone euro et une dépendance accrue aux aléas conjoncturels extérieurs.

Une inflation sous contrôle mais aux effets persistants

La poussée inflationniste déclenchée par la crise énergétique et la guerre en Ukraine s'est progressivement estompée.

En France, l'inflation est revenue sous le seuil de 2 % à l'été 2025, en ligne avec l'objectif poursuivi par la Banque centrale européenne. Pour l'ensemble de l'année 2025, l'INSEE et la Banque de France anticipent une inflation moyenne d'environ +1 %, qui remonterait à +1,4 % en 2026.

POINTS CLÉS DE LA PROJECTION FRANCE EN MOYENNE ANNUELLE

	2023	2024	2025	2026	2027
PIB réel	1,6	1,1	0,6	1,0	1,2
	0,5	0,0	- 0,1	- 0,2	- 0,1
IPCH	5,7	2,3	1,0	1,4	1,8
	0,0	0,0	- 0,3	- 0,2	- 0,1
IPCH hors énergie et alimentation	4,0	2,3	1,9	1,7	1,6
	0,0	0,0	0,1	- 0,1	- 0,2
Taux de chômage (BIT, France entière, % de la population active)	7,3	7,4	7,6	7,7	7,4
	0,0	0,0	- 0,2	- 0,1	0,0

Données corrigées des jours ouvrables. Taux de croissance annuel sauf indication contraire. Les révisions par rapport à la prévision de mars 2025, fondée sur les comptes trimestriels du 28 février 2025, sont indiquées en italique, calculées en points de pourcentage et sur des chiffres arrondis.
 Sources : Insee pour 2023 et 2024 (comptes nationaux trimestriels du 28 mai 2025, non publiés lors de la finalisation de l'exercice de prévision Eurosysteme), projections Banque de France sur fond bleuté (réalisées à partir des comptes nationaux trimestriels du 30 avril 2025).



Cette normalisation constitue un signal positif pour l'économie, mais les effets passés de l'inflation continuent de peser sur les budgets locaux : les revalorisations successives du point d'indice en 2022 et 2023, la hausse durable des coûts salariaux, ainsi que le renchérissement des travaux publics et de l'énergie. Ces charges supplémentaires, désormais structurelles, ont réduit les marges de manœuvre financières des collectivités.

Des taux d'intérêt durablement élevés, un coût accru pour la dette publique et locale

Le retournement du cycle monétaire engagé en 2022 a profondément modifié l'environnement financier. Afin de contenir l'inflation, la Banque centrale européenne a porté ses taux directeurs à un niveau inédit depuis la création de l'euro. Le taux de dépôt, qui était négatif en 2021, a culminé à 4 % en 2023 avant de refluer progressivement vers 3 % fin 2024. Les marchés anticipent un retour autour de 2 % en 2025, sous réserve d'une conjoncture stable.

Les taux longs demeurent cependant à un niveau supérieur à celui observé avant la crise inflationniste, autour de 3 % pour l'OAT à 10 ans. Cette prime de risque reflète à la fois l'importance du déficit et de la dette publics en France, ainsi que l'incertitude budgétaire nationale. Pour l'État comme pour les collectivités, il en résulte un financement plus coûteux, réduisant les capacités de financement bancaires.

Les dynamiques récentes des finances locales

Le dernier rapport de la Cour des comptes souligne une situation contrastée des finances locales françaises.

En 2024, les recettes se sont établies à 258,2 Mds €, en progression de +2,7 % par rapport à 2023, contre +3,4 % l'année précédente. Cette décélération s'explique principalement par le ralentissement de la dynamique fiscale. D'un côté, les impôts directs ont continué de croître, portés par la revalorisation des bases indexées sur l'inflation (+3,9 % en 2024 après +7,1 % en 2023). De l'autre, la TVA, qui constitue la principale recette fiscale des EPCI, est demeurée quasi stable en 2024, freinant ainsi la progression globale des recettes.

Les dépenses, quant à elles, poursuivent une dynamique plus soutenue. Elles atteignent 220 Mds € en 2024, en hausse de +4,1 % sur un an. Le bloc communal enregistre la progression la plus marquée (+4,8 %), tirée avant tout par la hausse de la masse salariale. Les charges de personnel représentent le premier poste budgétaire des communes.

Cette évolution divergente entre recettes et dépenses fragilise l'épargne des collectivités. Le taux moyen d'épargne brute s'élève à 14,6 % en 2024, en baisse de -7,5 % par rapport à 2023, soit une perte globale estimée à 1,8 Md €, pour un montant total de 37,7 Mds €. L'épargne nette s'établit à 20,7 Mds €, en recul de -8,9 %.

Malgré ce repli, l'investissement reste dynamique. Celui-ci est porté par plusieurs facteurs : le cycle électoral, le financement de la transition énergétique et écologique, ainsi que les compétences nouvelles, en particulier dans le domaine des transports pour les régions.



Toutefois, la progression des recettes d'investissement demeure insuffisante pour couvrir la croissance des dépenses d'équipement. Le taux d'autofinancement chute de manière notable, passant de 76,4 % en 2022 à 64 % en 2024. Pour combler cet écart, les collectivités ont eu recours à un endettement accru, portant l'encours de dette à 194,5 Mds € en 2024. La capacité moyenne de désendettement reste néanmoins contenue à 5,2 ans, niveau globalement maîtrisé mais qui masque des disparités importantes.

Ces disparités sont particulièrement visibles entre strates de collectivités. Les communes affichent un taux d'épargne brute de 14,8 %, tandis que celui des EPCI atteint 19,7 %. Toutefois, au sein du bloc communal, le nombre de collectivités présentant une épargne nette négative et une capacité de désendettement supérieure à 12 ans est en augmentation. Globalement, la situation du bloc communal demeure favorable, mais certains signaux appellent à la vigilance.

À compter de 2026, les collectivités locales seront davantage sollicitées dans le cadre de l'effort de redressement des finances publiques. Outre la stabilisation annoncée des concours financiers de l'État (hors péréquation), plusieurs mécanismes risquent de peser sur leurs équilibres budgétaires.

Le projet de loi de finances pour 2026

Le Gouvernement Lecornu II a déposé, le 14 octobre 2025, au bureau de l'Assemblée nationale, le projet de loi de finances pour 2026.

Le texte retient une hypothèse de croissance de 1 % du PIB, qui a été jugée optimiste par le Haut Conseil des finances publiques. Le PLF prévoit un déficit de -4,7 % du PIB, tout en conservant l'objectif d'un retour à un déficit inférieur à 3 % du PIB, conformément aux critères de Maastricht, à horizon 2029.

L'effort de maîtrise du déficit public demandé aux collectivités locales atteindrait environ 5 Md€. Un chiffrage contesté par l'Association des maires de France, qui estime la ponction à plus de 8 Md€.

Le Gouvernement souligne que les dépenses des collectivités ont ralenti en 2025 mais ont continué à augmenter plus vite que l'inflation (+2,2 %). Il entend donc freiner les dépenses des collectivités, qui représentent 20 % de la dépense publique, même si leur part dans le déficit et l'endettement de la France reste faible.

Le Premier ministre a annoncé renoncer à la procédure de l'article 49.3 de la Constitution, laissant au débat parlementaire le soin d'amender et d'enrichir le projet de loi de finances. Pour cette raison, toutes les mesures listées ci-après sont susceptibles d'évoluer sensiblement au cours des prochaines semaines.

> Gel de la Dotation Globale de Fonctionnement (DGF) et renforcement de la péréquation

En 2026, le montant de l'enveloppe globale de la DGF est maintenu à son niveau de 2025, à périmètre constant, après trois années consécutives d'augmentation (+790 M€ entre 2023 et 2025).

Le PLF prévoit une hausse des dotations de péréquation financée par une baisse de la Dotation forfaitaire (DF). La Dotation de solidarité rurale (DSR) serait abondée de +150 M€ et la Dotation de solidarité urbaine (DSU) de +140 M€. La Dotation d'intercommunalité augmenterait de +90 M€.



Concrètement, les communes et les EPCI verraient diminuer respectivement leur attribution de Dotation forfaitaire et de Dotation de compensation dans les proportions constatées en 2025.

Le PLF prévoit aussi un changement dans les modalités de versement des dotations. Dans l'attente de la notification des attributions individuelles de l'année en cours, le PLF prévoit que ces acomptes soient versés par douzièmes, sur la base du dernier arrêté ministériel de notification de la DGF connu.

> Minoration des variables d'ajustement (DCRTP)

Le mécanisme de minoration des variables d'ajustement se poursuivra en 2026. En 2025, la minoration s'élevait à 487 M€. Le PLF 2026 prévoit une baisse des compensations de 527 M€.

Concrètement, la Dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle (DCRTP) serait minorée au prorata des recettes réelles de fonctionnement de la collectivité bénéficiaire, dans une proportion qui devrait être équivalente à celle de 2025.

> Diminution de la compensation de l'abattement sur les valeurs locatives industrielles

La loi de finances pour 2021, à l'issue de la crise sanitaire, a réduit de 50 % les valeurs locatives de taxe foncière sur les propriétés bâties et de cotisation foncière des entreprises pour les établissements industriels.

Une compensation intégrale des pertes fiscales des collectivités locales concernées a alors été instaurée, financée par un prélèvement sur les recettes de l'État (PSR).

Le projet de loi de finances propose de réduire de 25 % cette allocation compensatrice dont le dynamisme pèse sur les finances de l'Etat. Cette mesure impacterait surtout, à l'instar de la diminution de la DCRTP, les territoires industrialisés.

> Réforme du FCTVA et décalage de son versement pour les EPCI

Le PLF prévoit de recentrer l'assiette des dépenses éligibles au Fonds de compensation de la TVA (FCTVA) uniquement sur les dépenses d'investissement. Seraient désormais exclues, les dépenses de fonctionnement relevant de l'entretien des bâtiments publics et de la voirie, de l'entretien des réseaux payés depuis 2020 et des prestations relevant de l'informatique en nuage.

A contrario, les dépenses d'aménagement intégrant le patrimoine public et la participation des collectivités au capital de SPLA-IN seraient désormais éligibles. En cas de catastrophe naturelle, l'attribution du FCTVA en année courante serait garantie.

Le projet de loi de finances propose également que les versements du FCTVA interviennent l'année suivant la dépense et non plus l'année de la dépense. Cette modification ne concernerait pas les communes nouvelles.

Concrètement, pour les EPCI, les versements de FCTVA pour les investissements réalisés en 2026 seraient effectifs en 2027. L'année 2026 serait donc une année blanche au titre du FCTVA pour les groupements de commune.

> Gel des fractions de TVA

Le PLF prévoit que l'évolution des fractions de TVA soit désormais fonction du taux d'inflation et non plus de la dynamique nationale de la TVA. En revanche, en cas de baisse de la TVA, les collectivités bénéficieraient d'une garantie de stabilité.



Au titre de l'exercice 2026, étant donnée la baisse anticipée des recettes de TVA en 2025, les fractions de TVA versées aux EPCI en compensation de la taxe foncière (TF) et de la cotisation sur la valeur ajoutée (CVAE) seraient donc une nouvelle fois stables.

> Correction de l'abattement sur les terres agricoles en matière de taxe foncière sur les propriétés non bâties

La loi de finances pour 2025 a élevé de 20 % à 30 % l'abattement applicable aux terres agricoles en matière de taxe foncière sur les propriétés non bâties (TFPNB). Le Gouvernement, prenant en compte la perte de recette substantielle que représente cette mesure pour les communes rurales, propose d'augmenter de 50 % la compensation de cet abattement.

> Création d'un nouveau Dispositif de lissage conjoncturel des recettes fiscales des collectivités territoriales (DILICO 2)

Le DILICO a été instauré par la loi de finances pour 2025 à hauteur de 1 Md€. Le dispositif repose sur une mise en réserve des recettes réelles de fonctionnement des collectivités concernées, prélevée sur les douzièmes de fiscalité.

Le ciblage des collectivités est déterminé par un indice synthétique, calculé en fonction de deux critères :

- le rapport entre le potentiel financier par habitant et le potentiel financier moyen par habitant de l'ensemble de la catégorie de collectivité ;
- le rapport entre le revenu moyen par habitant d'une commune et le revenu moyen par habitant de l'ensemble de la catégorie de collectivités.

La loi de finances pour 2026 propose de reconduire le DILICO. Son montant global serait porté à 2 Md€, soit un doublement par rapport à 2025. Cette enveloppe serait répartie de la manière suivante : 720 M€ pour les communes, 500 M€ pour les établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre, 280 M€ pour les départements et 500 M€ pour les régions.

- Les seuils d'éligibilité seraient abaissés pour répartir le prélèvement sur un plus grand nombre de collectivités. Pour les communes, le seuil passerait de 110 % à 100 % de la moyenne de l'indice synthétique et pour les intercommunalités de 100 % à 80 %.
- Le calcul du DILICO reposerait sur les données de l'année précédente.

Le reversement des sommes prélevés s'effectuera sur 5 ans et non plus sur 3 ans. 20 % des fonds (et non plus 10 %) alimenteront les fonds de péréquation des collectivités territoriales et notamment le FPIC.

Le versement du solde restant de 80 % sera conditionné à l'évolution des dépenses réelles de chaque catégorie de collectivité territoriale (communes, EPCI, départements, régions) :

- Si la croissance de leurs dépenses est inférieure à la croissance du PIB, le reversement sera intégral ;
- Si la croissance de leurs dépenses dépasse d'un point la croissance du PIB, aucun versement n'interviendra ;



- Si la croissance des dépenses des collectivités est située entre la croissance du PIB et la croissance du PIB +1 point, le versement dépendra de l'évolution des dépenses de chaque collectivité prise individuellement.

L'objectif du DILICO 2, en reprenant l'esprit des contrats de Cahors, est de créer une incitation financière à la modération des dépenses de fonctionnement des collectivités.

> Verdissement de la fiscalité sur les déchets

La fiscalité environnementale serait renforcée via :

- l'application d'un taux unique de TVA à 5,5 % sur tous les services de collecte et de traitement des déchets y compris ceux effectués par les collectivités ;
- une hausse progressive de la TGAP de 10 % par an sur l'enfouissement et une hausse de la TGAP sur l'incinération sans valorisation énergétique ;
- l'introduction d'un impôt de répartition sur les éco-organismes en fonction du plastique non recyclé mis sur le marché (30 €/tonne).

> Création du Fonds d'investissement pour les territoires (FIT)

Le Gouvernement propose de fusionner la Dotation d'équipement des territoires ruraux (DETR), la Dotation politique de la ville (DPV) et la Dotation de soutien à l'investissement local (DSIL) au sein d'une nouvelle dotation : le Fonds d'investissement pour les territoires (FIT).

La création de ce fonds unique, dont l'attribution est, comme pour la DETR, confiée au préfet de département vise à simplifier l'accès aux dotations et à unifier les procédures et le cadre juridique. Sont ciblés les communes et les EPCI ruraux, les communes et EPCI ultramarins et les communes et EPCI avec une forte population en quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV).

Le FIT serait structuré en trois fractions après qu'une quote-part ait été prélevée au bénéfice des territoires ultras marins qui elle-même sera divisée entre les collectivités prévues à l'article 73 de la Constitution et celles prévues à l'article 74.

La mise en œuvre de ce nouveau fonds se traduirait par une forte stabilité des enveloppes entre départements, les enveloppes calculées pour chaque département ne pouvant pas diminuer ou augmenter de plus de 3 %. Toutes les collectivités éligibles à la DETR ou à la DPV en 2025 seraient éligibles au FIT en 2026.

> Poursuite de l'augmentation du taux de cotisation de la Caisse nationale des retraites des agents des collectivités locales (CNRACL)

Il est important de préciser que le décret n° 2025-86 du 30 janvier 2025 relatif au taux de cotisations vieillesse des employeurs des agents affiliés à la Caisse nationale de retraites des agents des collectivités locales continuera de s'appliquer en 2026.

Il prévoit une nouvelle hausse de 3 points du taux employeur (de 34,65 % à 37,65 %), après celle intervenue en 2025 et avant de nouvelles hausses en 2027 puis 2028. Entre le 1^{er} janvier 2025 et le 1^{er} janvier 2028, le taux aura donc augmenté de 12 points, passant de 31,65 % à 43,65 %. Cette mesure représente un impact majeur sur les budgets de l'ensemble des collectivités locales.



> Revalorisation forfaitaire des valeurs locatives cadastrales

Hors PLF, il est rappelé que chaque année, l'indexation des valeurs locatives cadastrales, prévue à l'article 1518 bis du CGI, est calculée sur la base de l'évolution de l'Indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH) constatée de novembre à novembre. Elle est estimée aujourd'hui à environ + 1,3%.



Les règles de l'équilibre budgétaire

L'article L.1612-4 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) dispose que : " Le budget de la commune territoriale est en équilibre réel lorsque la section de fonctionnement et la section d'investissement sont respectivement votées en équilibre, les recettes et les dépenses ayant été évaluées de façon sincère, et lorsque le prélèvement sur les recettes de la section de fonctionnement au profit de la section d'investissement, ajouté aux recettes propres de cette section, à l'exclusion du produit des emprunts, et éventuellement aux dotations des comptes d'amortissements et de provisions, fournit des ressources suffisantes pour couvrir le remboursement en capital des annuités d'emprunt à échoir au cours de l'exercice".

Autrement dit, pour qu'il y ait équilibre réel, chaque section doit être votée en équilibre comptable, c'est à dire avec un solde positif ou nul.

La section de fonctionnement doit obligatoirement avoir un solde positif ou nul. L'excédent constituera alors une recette d'investissement.

La section d'investissement doit aussi être votée à l'équilibre mais devra respecter une condition supplémentaire, le montant de remboursement du capital de la dette ne pourra pas être supérieur aux recettes d'investissement de la commune hors emprunt. Cela veut dire qu'une Collectivité ne pourra pas inscrire un emprunt pour compenser tout ou partie du remboursement du capital de sa dette sur un exercice.

Enfin, les budgets sont tenus par un principe de sincérité, c'est à dire qu'il n'est théoriquement pas possible de majorer ou minorer artificiellement une recette ou une dépense afin d'équilibrer le budget.

Le préfet contrôlera en priorité les éléments suivants :

- L'équilibre comptable entre les deux sections ;
- Le financement obligatoire de l'emprunt par des ressources définitives de la section d'investissement.



I. Les recettes de la commune

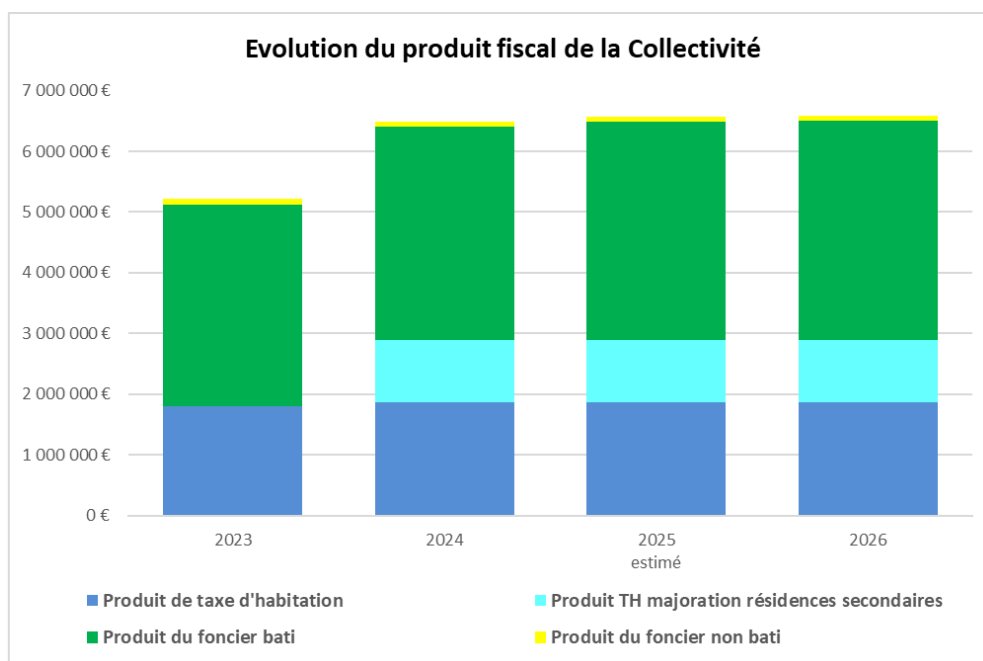
1. La fiscalité directe

Pour 2026, il est proposé de ne pas augmenter les taux de fiscalité. Les taux communaux n'ont pas augmenté depuis 2012 avec pour seule exception 2018 et l'opportunité de récupérer la valeur du taux du Sivom lors de son intégration à Macs.

En revanche, depuis 2018, la valeur locative cadastrale des locaux d'habitation est revalorisée chaque année en fonction de l'évolution de l'indice des prix à la consommation harmonisée (IPCH) constatée de novembre à novembre.

Selon l'INSEE l'estimation provisoire de l'évolution de IPCH serait de 1,3 % pour 2026. Vu la conjoncture incertaine, nous avons préféré de pas intégrer cette évolution dans notre prévision.

Le graphique ci-dessous représente l'évolution des ressources fiscales de la commune.



Pour 2025 le produit fiscal de la commune est estimé à 6 578 347 € soit une évolution de 1,17% par rapport à l'exercice 2024. Le même montant est inscrit pour 2026.

Le Levier fiscal de la commune

Afin d'analyser les marges de manœuvre de la commune sur le plan fiscal, il s'agit tout d'abord d'évaluer la part des recettes fiscales modulables de la commune dans le total de ses recettes fiscales. L'objectif est ici de déterminer les marges de manœuvre disponibles cette année sur le budget et plus particulièrement sur la fiscalité locale.

Une comparaison de la pression fiscale qu'exerce la commune sur ses administrés par rapport aux autres collectivités sur le plan national est présentée.



Part des impôts modulables dans le total des ressources fiscales de la commune

Année	2023	2024	2025 estimé	2026	2024-2025 %	2025-2026 %
Taxes foncières et habitation	5 214 355 €	6 490 799 €	6 566 612 €	6 578 347 €	1,17%	0,18%
<i>dont TH résidences secondaires</i>		1 021 933 €	1 017 811 €	1 019 630 €	-0,40%	0,18%
Reversement EPCI = AC	83 237 €	98 412 €	89 452 €	89 452 €	-9,10%	0,00%
Autres ressources fiscales	2 840 771 €	3 282 240 €	3 004 145 €	2 865 000 €	-8,47%	-4,63%
<i>dont Marchés</i>	183 063 €	192 345 €	193 374 €	185 000 €	0,53%	-4,33%
<i>dont Horodateurs</i>	279 922 €	462 238 €	489 827 €	490 000 €	5,97%	0,04%
<i>dont Taxe sur électricité</i>	416 294 €	319 700 €	304 567 €	300 000 €	-4,73%	-1,50%
<i>dont Taxe de Séjour</i>	534 880 €	536 570 €	477 864 €	450 000 €	-10,94%	-5,83%
<i>dont Droit de Mutation</i>	1 419 801 €	1 733 666 €	1 392 691 €	1 350 000 €	-19,67%	-3,07%
Total impôts et taxes	8 138 363 €	10 893 384 €	10 678 020 €	10 552 429 €	-1,98%	-1,18%

Certaines recettes sont difficilement prévisibles, les droits de mutation en particulier. Ils fluctuent beaucoup d'une année à l'autre. Il est proposé de les porter par prudence à 1 350 000 € en 2026. La moyenne sur les 10 dernières années étant de 1 440 000 €.

A ce jour, le montant de taxe de séjour perçu est de 342 000 €. En fin d'année nous estimons arriver à un montant de 477 864 €. Il est proposé d'inscrire pour 2026, un montant de taxe de séjour de 450 000 €.

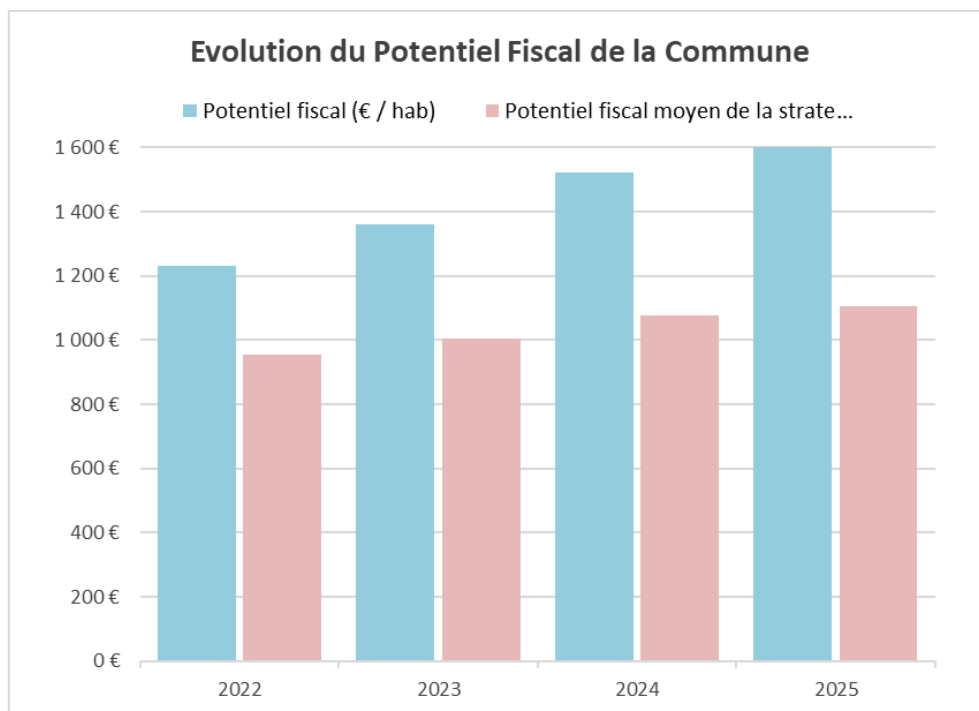
De son côté en 2025, les recettes de stationnement devraient rapporter environ 490 000 €. Nous inscrivons le même montant pour 2026.

Le potentiel fiscal de la commune

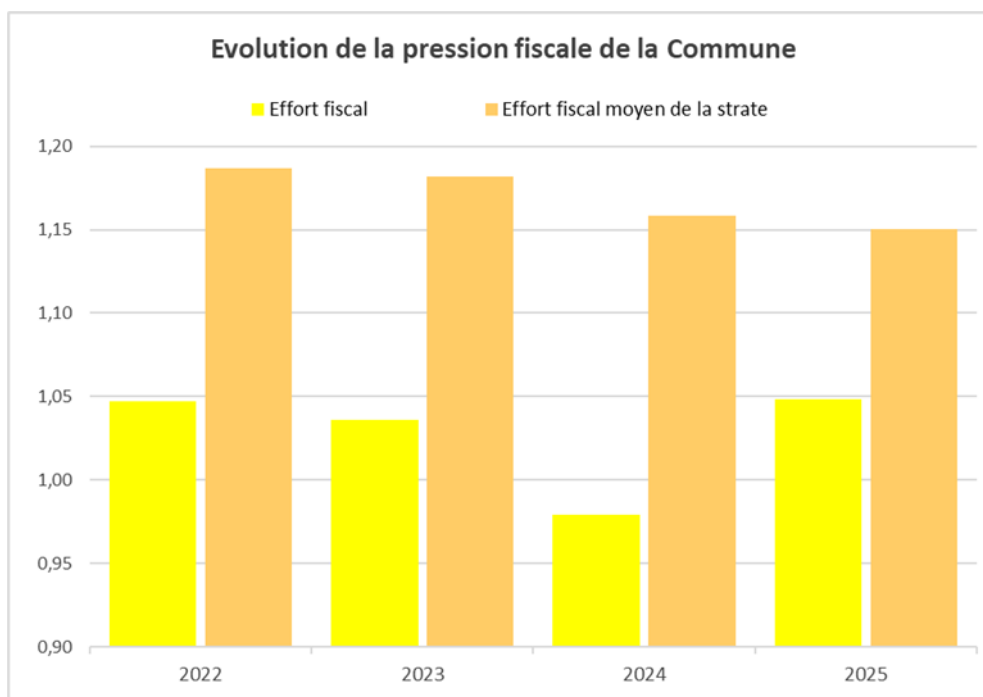
C'est un indicateur de la richesse fiscale de la commune. Le potentiel fiscal d'une commune est égal à la somme que produiraient les quatre taxes directes de cette collectivité si l'on appliquait aux bases communales de ces quatre taxes le taux moyen national d'imposition à chacune de ces taxes.

Le potentiel fiscal de la commune est de 1 715,02 € /habitant, la moyenne du potentiel fiscal des communes en France est de 1 107,11 /habitant en 2025.

Année	2022	2023	2024	2025
Potentiel fiscal (€ / hab)	1 230,10	1 360,86	1 520,79	1 715,02
Variation (%)	-2,76%	10,63%	11,75%	12,77%
Potentiel fiscal moyen de la strate (€ / hab)	954,54	1 004,35	1 075,59	1 107,11
Variation (%)	-0,49%	5,22%	7,09%	2,93%



L'effort fiscal de la commune



L'effort fiscal est un indicateur mesurant la pression fiscale que la commune exerce sur ses administrés. On peut voir dans le graphique ci-dessus que celui de la commune est largement inférieur à celui de la moyenne de la strate.

Il est également utilisé pour la détermination de l'ensemble des dotations de péréquation des communes. Plus l'effort fiscal est fort, plus cela signifie que la pression fiscale exercée par la commune est importante. Aussi, selon ce critère, et uniquement celui-ci, le niveau de DGF devrait être d'autant



plus important car il est admis que la fixation de taux d'imposition élevés répond de facto à un besoin plus important.

Evolution de la fiscalité directe

Pour 2025, l'état 1288 actant définitivement le montant de la fiscalité de l'année ne nous a pas encore été transmis. Nous utilisons donc les montants figurant sur l'état fiscal 1259.

Pour 2026, nous nous basons sur l'estimatif fin d'année 2025 produit par le SGC.

Année	2023	2024	2025 (1259)	2026 (2025 SGC)	2024-2025 %
Base TH - commune	15 484 920	16 047 417	16 008 003	16 036 607	0,18%
Taux TH - commune	11,67%	11,67%	11,67%	11,67%	0,00%
Produit TH	1 807 090	1 872 734	1 868 134	1 871 472	0,18%

Année	2023	2024	2025 (1259)	2026 (2025 SGC)	2024-2025 %
Base TH.RS - commune		14 594 873	14 536 004	14 561 982	0,18%
TH.RS - commune Majoration 60%		60,00%	60,00%	60,00%	0,00%
Produit TH.RS	0	1 021 933	1 017 811	1 019 630	0,18%

Année	2023	2024	2025 (1259)	2026 (2025 SGC)	2024-2025 %
Base FB - commune	17 446 895	18 469 451	18 870 000	18 903 966	0,18%
Taux FB - commune	28,82%	28,82%	28,82%	28,82%	0,00%
Coef correcteur	-1 707 326	-1 808 225	-1 839 302	-1 842 613	0,18%
Produit FB	3 314 698	3 510 627	3 599 032	3 605 464	0,18%

Année	2023	2024	2025 (1259)	2026 (2025 SGC)	2024-2025 %
Base FNB - commune	122 771	117 938	112 600	112 801	0,18%
Taux FNB - commune	72,50%	72,50%	72,50%	72,50%	0,00%
Produit FNB	89 009	85 505	81 635	81 781	0,18%

Année	2023	2024	2025 (1259)	2026 (2025 SGC)	2024-2025 %
Produit TH	1 807 090	1 872 734	1 868 134	1 871 472	0,18%
Produit TH.RS		1 021 933	1 017 811	1 019 630	0,18%
Produit TFB	3 314 698	3 510 627	3 599 032	3 605 464	0,18%
Produit TFNB	89 009	85 505	81 635	81 781	0,18%
Rôles complémentaires	6 901				
Total produit fiscalité	5 217 698	6 490 798	6 566 612	6 578 347	0,18%



Rôles complémentaires. Ces rôles peuvent être émis pour chacune des taxes principales et des taxes annexes assises sur les mêmes bases. Ils ont pour effet de mettre à la disposition des collectivités locales un supplément de recettes non prévu lors du vote annuel de leur budget et justifié par une augmentation de la matière imposable non comprise dans les rôles généraux.

2. La dotation globale de fonctionnement et le Fonds de péréquation communal et intercommunal

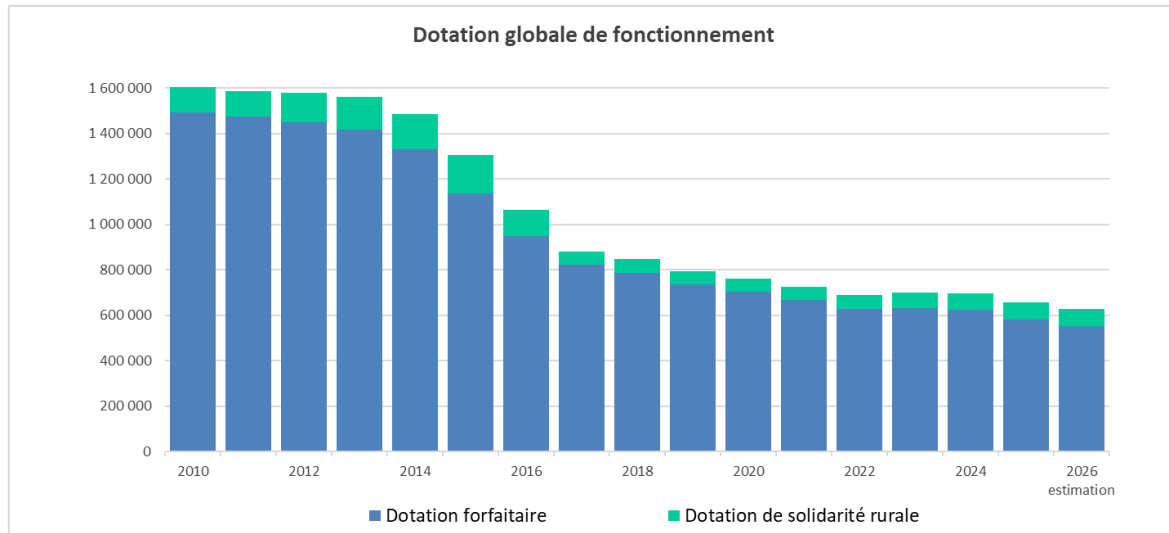
La dotation globale de fonctionnement (DGF) des communes est composée des éléments suivants :

- **La dotation forfaitaire (DF)** : elle correspond à une dotation de base à laquelle toutes les communes sont éligibles en fonction de leur population. L'écrêtement appliqué afin de financer la péréquation verticale ainsi que la minoration imposée ces dernières années par la baisse globale de DGF du Gouvernement précédent ont considérablement réduit le montant de cette dotation et dans certains cas, fait disparaître cette dotation pour les communes.
- **La dotation de solidarité rurale (DSR)** : elle a pour objectif d'aider les communes rurales ayant des ressources fiscales insuffisamment élevées tout en tenant compte des problématiques du milieu rural (voirie, superficie...). Elle est composée de trois fractions, la fraction « bourg-centre », la fraction « péréquation » et la fraction « cible ».
- **La dotation de solidarité urbaine et de cohésion sociale (DSU)** : elle bénéficie aux communes urbaines de plus de 5 000 habitants dont les ressources sont insuffisantes par rapport aux charges auxquelles elles sont confrontées. Elle s'appuie sur des critères liés aux problématiques de la ville (quartiers prioritaires, logements sociaux...).
- **La dotation nationale de péréquation (DNP)** : elle a pour objectif de corriger les écarts de richesse fiscale entre communes, notamment au niveau de la fiscalité économique avec sa part majoration.

La dotation globale de fonctionnement 2025 de la commune s'élève à 656 091 €.

Au regard des incertitudes liées au contexte politique national et ne connaissant pas les choix qui seront fait dans la future loi de finances 2026 sur ces dotations, nous préférons être prudents et réduire notre prévision 2026 à 627 055 €, soit une diminution de -29 036 € (-5,00% sur la DF).

Le graphique ci-dessous représente l'évolution des composantes de la dotation globale de fonctionnement de la commune.



Évolution des montants de Dotation Globale de Fonctionnement

Année	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Dotation forfaitaire	1 494 462	1 473 460	1 450 285	1 418 846	1 330 942	1 135 621	950 879	822 148	787 766
Dotation de solidarité rurale	111 614	115 122	128 559	142 029	154 627	169 435	114 000	58 551	58 960
Total DGF	1 606 076	1 588 582	1 578 844	1 560 875	1 485 569	1 305 056	1 064 879	880 699	846 726
en valeur n / n-1		-17 494	-9 738	-17 969	-75 306	-180 513	-240 177	-184 180	-33 973
en % n / n-1		-1,09%	-0,61%	-1,14%	-4,82%	-12,15%	-18,40%	-17,30%	-3,86%

suite

Année	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026 estimation	2025-2026 %	2010-2024 %
Dotation forfaitaire	736 589	704 456	666 695	627 550	630 905	623 914	580 784	551 745	-5,00%	-61,14%
Dotation de solidarité rurale	58 215	57 867	58 007	60 377	68 166	71 657	75 307	75 307	0,00%	-32,53%
Total DGF	794 804	762 323	724 702	687 927	699 071	695 571	656 091	627 055	-4,43%	-59,15%
en valeur n / n-1	-51 922	-32 481	-37 621	-36 775	11 144	-3 500	-39 480	-29 036		-949 985
en % n / n-1	-6,13%	-4,09%	-4,94%	-5,07%	1,62%	-0,50%	-5,68%	-4,43%		

Le Fonds de Péréquation Intercommunal et Communal (FPIC)

Le Fonds de Péréquation des Ressources Intercommunales et Communales (FPIC) est un mécanisme de péréquation financière entre les collectivités territoriales. Il a été instauré en 2012 dans le but de réduire les inégalités de ressources entre les territoires.

Il consiste à prélever une partie des ressources fiscales des collectivités "les plus riches" (communes et EPCI) pour les redistribuer à celles qui sont moins dotées.

Les contributeurs sont les communes et EPCI dont le "potentiel financier agrégé par habitant" est supérieur à 90 % de la moyenne nationale.

L'effort demandé dépend aussi du "revenu moyen des habitants" et du taux d'effort fiscal.



Une fois le montant du prélèvement ou du reversement déterminé pour l'ensemble intercommunal, celui-ci est ensuite réparti entre l'EPCI en fonction du coefficient d'intégration fiscal (CIF) et entre les communes en fonction de leur population et de leur richesse fiscale.

Le CIF mesure le degré de mutualisation des ressources fiscales entre les communes. Plus un EPCI est intégré fiscalement (donc CIF élevé), plus il est considéré comme solidaire et mutualisant, ce qui peut réduire sa contribution ou augmenter sa dotation au titre du FPIC).

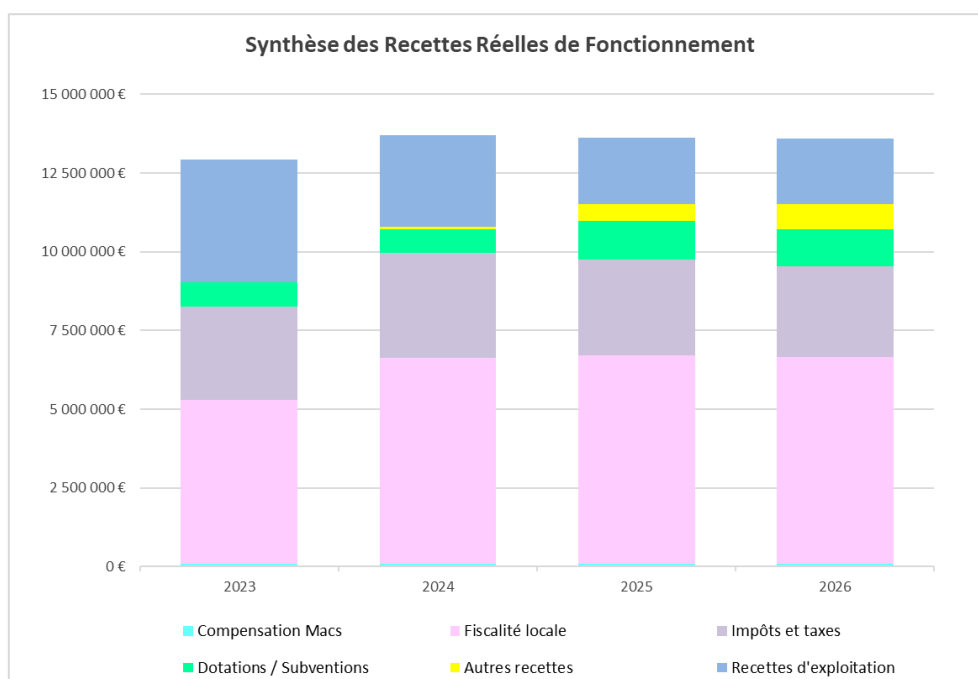
En 2025 pour la 1^{ère} fois la communauté des communes de Macs a été contributrice au FPIC.

Le prélèvement de Macs en 2025 était de 752 715 € avec une répartition de 347 571 € pour Macs et 405 144 € à se répartir entre les communes de Macs. Macs a décidé pour 2025 de prendre en charge la totalité du prélèvement. La commune a donc été exemptée de verser 62 542 €.

Nous envisageons pour 2026 que Macs soit à nouveau assujetti au FPIC et prévoyons donc un prélèvement de l'ordre de 65 000 €.

Année	2023	2024	2025	2026 estimation
Contribution FPIC	0	0	0	65 000
Attribution FPIC	0	0	0	0
Solde FPIC	0	0	0	65 000

3. Synthèse des recettes réelles de fonctionnement et projection jusqu'en 2026





Année	2023	2024	2025 estimé	2026	2026-2025 valeur	2026-2025 %
Fiscalité, impôts & taxes	8 255 915	9 964 548	9 660 209	9 532 799	-127 410	-1,32%
Dotations / Subventions	761 422	757 868	1 227 550	1 179 102	-48 448	-3,95%
Recettes d'exploitation	3 892 271	2 924 260	2 088 237	2 075 153	-13 084	-0,63%
Autres recettes	24 487	65 416	544 426	804 000	259 574	47,68%
Recettes réelles de fonctionnement	12 934 095	13 712 091	13 520 422	13 591 054	70 632	0,52%
<i>RRF Evolution en %</i>	<i>10,21%</i>	<i>6,02%</i>	<i>-1,40%</i>	<i>0,52%</i>		-

Explications des évolutions principales des recettes réelles de fonctionnement :

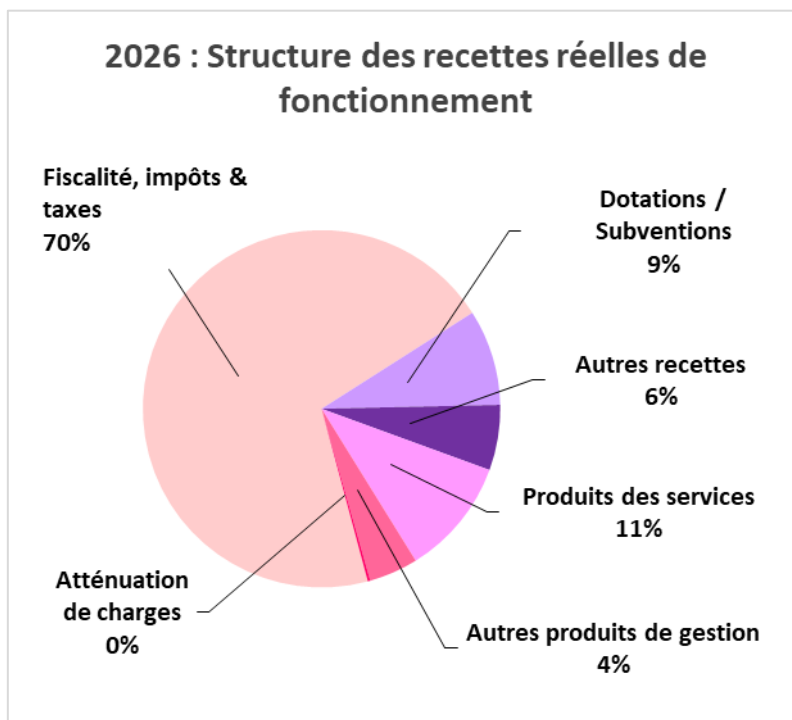
- Fiscalité et impôts & taxes :
 - 2023 : évolution des bases de fiscalité locales, +410 000 € par rapport à 2023, mais réduction des droits de mutation 1 420 000 € (-550 000 €)
 - 2024 : mise en place de la majoration de la TH pour les résidences secondaires +1 022 000 €
 - 2025 : évolution des bases fiscales de +1,7% et diminution des recettes des droits de mutation (-341 000 €).
 - 2026 : fiscalité semblable à 2025 et prudence dans les montants des droits de mutation (1 350 000 €) et des autres recettes (taxe de séjour, parcmètres ...).
- Dotations et subventions :
 - Depuis quelques années, la diminution de nos dotations se réduit et vient se stabiliser entre 700 000 € et 750 000 €.
 - 2025 : intégration sur ce chapitre, à compter de cette année et sur demande du SGC, des participations versées par la CAF pour le PEJ et la crèche (+718 000 €).
 - 2026 : par prudence et à la vue du contexte budgétaire national incertain, nous préférons réduire de 30 000 € notre dotation.
- Recettes d'exploitation :
 - 2023 : reversement au budget principal des excédents de Pédebert et Casino +1 038 800 €
 - 2024 : l'occupation du domaine public a généré +45 000 € de recettes et la mise en place de l'externalisation du stationnement payant a rapporté +115 000 € de FPS
 - 2025 : -718 000 € de participation CAF (voir ci-dessus)
 - 2026 : projection stable par rapport à 2025.
- Autres recettes :
 - 2023 : changement de maquette comptable. En M57 plus de produits exceptionnels, bascule au chapitre 75, -150 000 €
 - 2024 : régularisation auprès d'EDF de 30 000 € de factures erronées. En cession nous retrouvons la vente de véhicules et un bout de terrain dans la zone
 - 2025 : vente du terrain « Lacout » au bourg de Soorts



- 2026 : vente de la maison « Bonhomme » en parallèle du lancement des travaux de la Ferme de Bielle.

4. La structure des Recettes Réelles de Fonctionnement

En prenant en compte les prévisions budgétaires pour l'exercice 2026, les recettes réelles de fonctionnement s'élèveraient à un montant total de 13 591 054 €, soit 3 776,34 € / hab. ce ratio est similaire à celui de 2025 (3 756,72 € / hab).

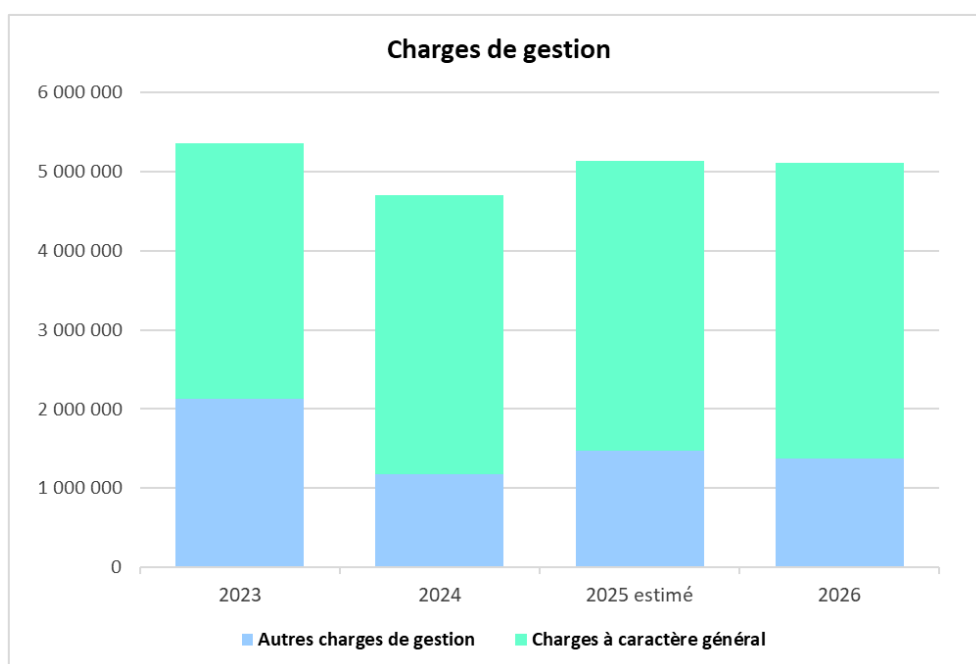




II. Les dépenses réelles de fonctionnement

1. Les charges à caractère général et les autres charges de gestion courante

La graphique ci-dessous présente l'évolution des charges de gestion de la commune avec une projection jusqu'en 2026. En 2025, ces charges de gestion représentaient 44,19% du total des dépenses réelles de fonctionnement. En 2026 celles-ci devraient représenter 43,10% du total de cette même section.



Les charges de gestion, en fonction des prévisions budgétaires 2026, évolueraient de -0,60 % entre 2025 et 2026.

Année	2023	2024	2025 estimé	2026	2026-2025 valeur	2026-2025 %
Charges à caractère général	3 231 321	3 521 379	3 662 292	3 726 814	64 522	1,76%
Autres charges de gestion	2 122 758	1 177 980	1 474 463	1 379 160	-95 303	-6,46%
Total dépenses de gestion	5 354 080	4 699 359	5 136 755	5 105 974	-30 781	-0,60%
<i>Evolution en %</i>	<i>31,62%</i>	<i>-12,23%</i>	<i>9,31%</i>	<i>-0,60%</i>		

Explications des évolutions principales des dépenses de gestion :

- Charges à caractère général :
 - 2023 : organisation du Centenaire et inflation. L'augmentation du coût de l'énergie est de l'ordre de +110 000 €.
 - 2024 : +62 000 € pour la prestation des vigiles (pour compenser le manque des gendarmes réquisitionnés pour les JO), +14 400 € pour l'externalisation de l'instruction

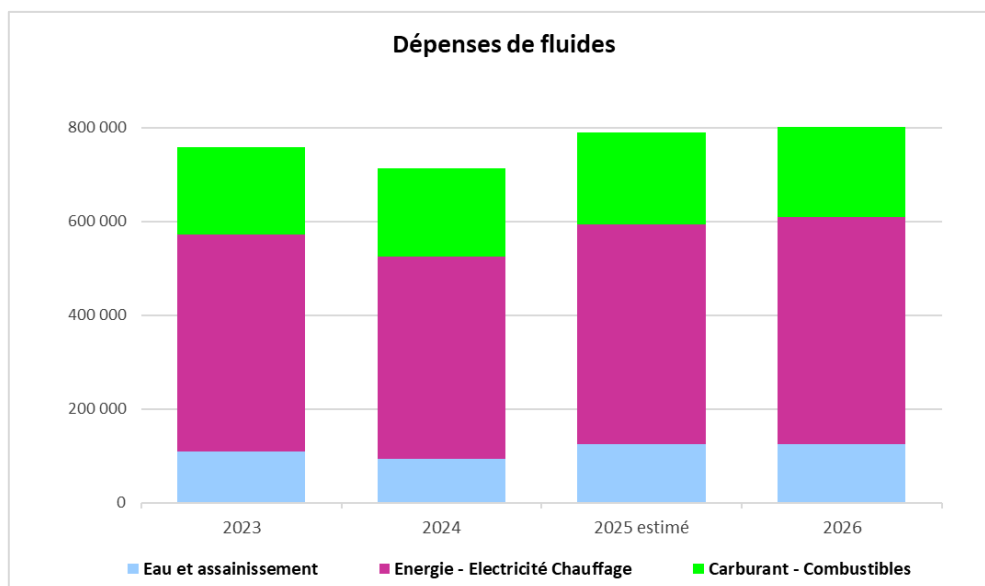


des dossiers d'urbanisme sur octobre et novembre, +150 000 € pour l'externalisation du contrôle du stationnement (couvert par les recettes supplémentaires générées +297 000 €).

- 2025 : augmentation des frais d'assurance (+80 000 €) et des consommations d'eau et d'électricité (en cumulé +76 000 €).
- 2026 : projection avec une inflation de 1,4%.
- Autres charges de gestion :
 - 2023 : réorganisation de la gestion de l'Office de tourisme. Subvention +100 000 € (régularisation 2022 et impact départ à la retraite). Reversement au budget principal des excédents du Casino et de Pédebert +1 038 800 €
 - 2024 : les charges du SDIS ont augmentées de 32 000 €, après la réorganisation de l'Office de tourisme la subvention se stabilise à 315 000 € (-97 000 € par rapport à 2023)
 - 2025 : les charges du SDIS augmentent à nouveau +11 000 €. Il a été versé 192 000 € aux commerçants de la Place des landais pour l'indemnisation faisant suite aux travaux et les associations sont aidées à hauteur de 503 248 € (+36 000 €).
 - 2026 : Nous reportons les mêmes enveloppes (déduction faite de l'indemnisation des commerçants), rajoutons des contributions supplémentaires aux charges intercommunales (SMGBL et projet NSXL) et conservons des marges de sécurité sur de possible admissions en non-valeur en cours d'année et des charges exceptionnelles.

➤ Les dépenses de fluides

Le graphique ci-dessous présente les évolutions des dépenses de fluides de 2023 à 2026.



En 2022 et 2023, le coût des fluides a augmenté de l'ordre de 15% à 19% par an. Par rapport à l'inflation nationale nous avons été en partie protégés par le groupement de commande énergie du Sydec. Il a fait office d'amortisseur.



L'année 2025 estimée et la prévision 2026 sont inscrites avec une enveloppe de sécurité de l'ordre de 80 000 €.

En 2025 les dépenses en fluide s'élèveraient à 789 000 €. Nous reportons la même marge de sécurité en 2026, la prévision sera de 802 000 €.

Année	2023	2024	2025 estimé	2026	2026-2025 valeur	2026-2025 %
Eau et assainissement	109 479	93 249	124 000	123 986	-14	-0,01%
Energie - Electricité Chauffage	461 588	431 154	470 000	486 168	16 168	3,44%
Carburant - Combustibles	187 481	189 319	195 000	191 666	-3 334	-1,71%
Total dépenses de fluides	758 548	713 721	789 000	801 820	12 820	1,62%
<i>Evolution en %</i>	<i>16,87%</i>	<i>-5,91%</i>	<i>10,55%</i>	<i>1,62%</i>		

2. Les charges de personnel

➤ Informations relatives à la structure des effectifs et rémunérations

(Données extraites du rapport égalité femmes / hommes).

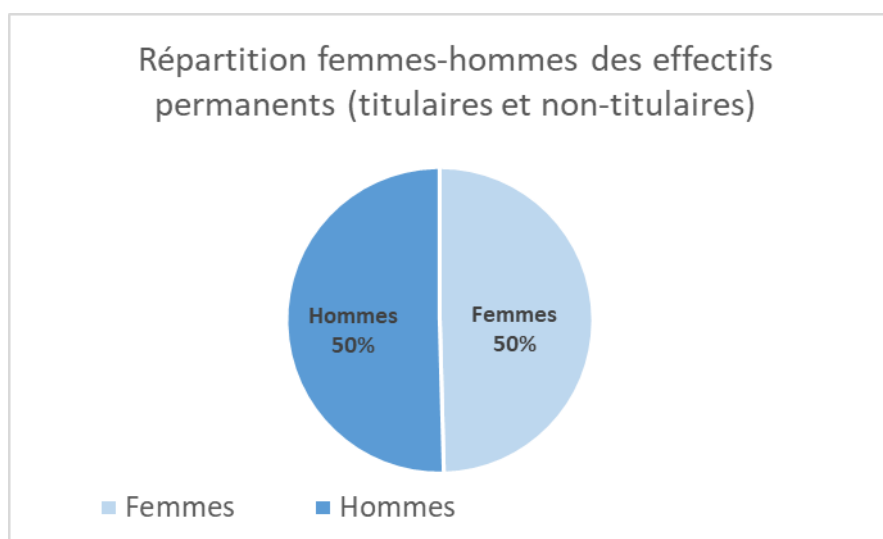
Répartition des effectifs par genre et par statut

Les données présentées portent sur les effectifs de 119 emplois permanents au 31 décembre 2025.

Au niveau national, le taux de féminisation de la fonction publique territoriale est de 61% et à 60 % au sein des Communes. (Source : DGAFP, chiffres clés de l'égalité professionnelle)

La ville de Soorts-Hossegor présente un taux de féminisation qui atteint 50%.

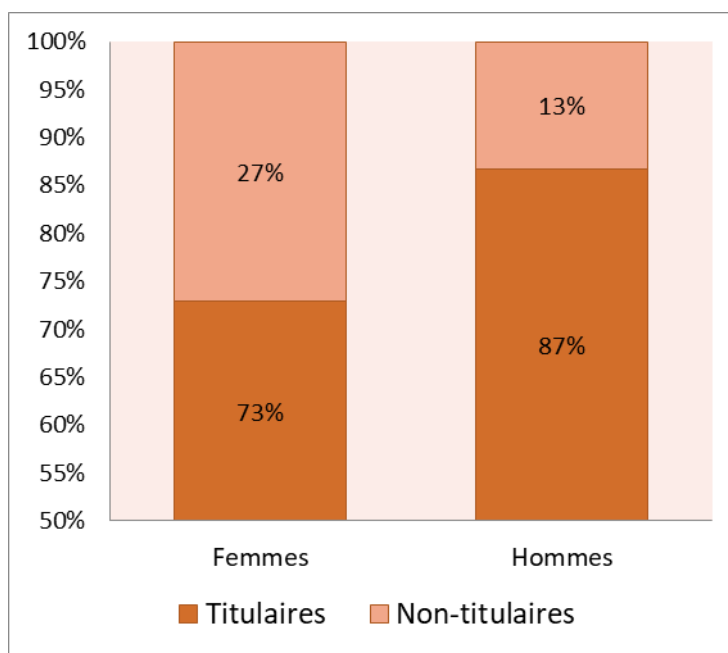
Au 31 décembre 2025, la Ville de Soorts-Hossegor comptabilisait 119 agents sur emplois permanents dont 50% de femmes (59) et 50% d'hommes (60).





Répartition de l'effectif des agents sur emplois permanents au sein de la Ville au 31/12/2025 :

	FEMMES	FEMMES en %	HOMMES	HOMMES en %
EFFECTIF TOTAL	59	50%	60	50%
FONCTIONNAIRES	43	73%	52	87%
CONTRACTUELS	16	27%	8	13%



Sur les 59 femmes employées par la ville :

- 73% sont fonctionnaires (stagiaires et titulaires) et 27% sont contractuelles.

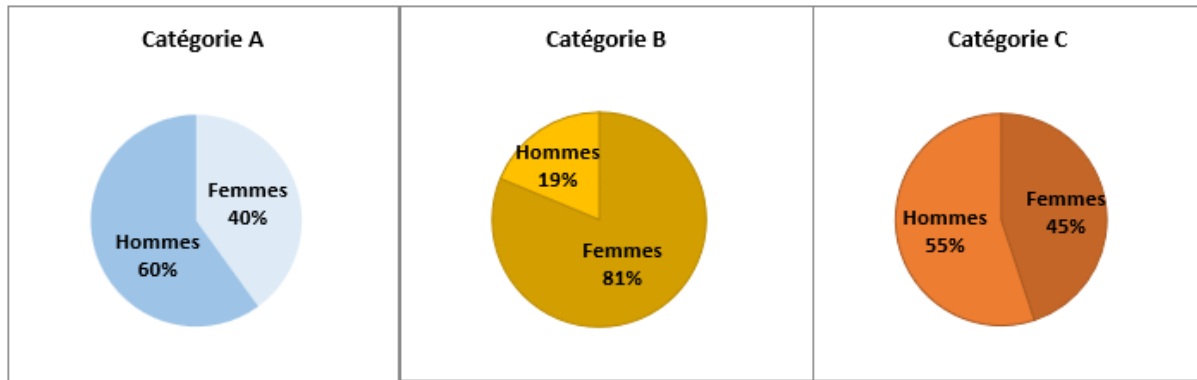
Sur les 60 hommes employés par la ville :

- 87% sont fonctionnaires (stagiaires et titulaires) et 13% sont contractuels.

Répartition des effectifs par catégorie

Au sein de la Ville de Soorts-Hossegor, la proportion des Femmes et des Hommes par catégorie hiérarchique est la suivante :

	FEMMES	HOMMES
Catégorie A	2	3
Catégorie B	13	3
Catégorie C	44	54



Sur 59 femmes, 2 sont cadre A contre 3 pour les hommes.

Le taux de féminisation pour les catégories A est de 40%.

En 2021, des évolutions statutaires ont conduit au reclassement de certains métiers précédemment en catégorie B dans les nouveaux cadres d'emplois de catégorie A (Educateurs de jeunes enfants). Cette évolution est une reconnaissance de l'expertise de métiers très féminisés.

Sur 59 femmes, 13 sont cadre B contre 3 pour les hommes.

Le taux de féminisation pour les catégories B est de 81% :

Même constat que les pour les catégories A, même si la proportion est plus élevée, des évolutions statutaires, et le reclassement de certains métiers précédemment en catégorie C dans les nouveaux cadres d'emplois de catégorie B sont intervenus (Auxiliaire de puériculture). Ces métiers restent très féminisés.

Le schéma s'inverse pour les catégories C, en effet, **le taux de féminisation pour les catégories C est de 45%**. Cela s'explique par des métiers de la filière technique, considérés comme les domaines les moins féminisés.

Répartition des effectifs par filière

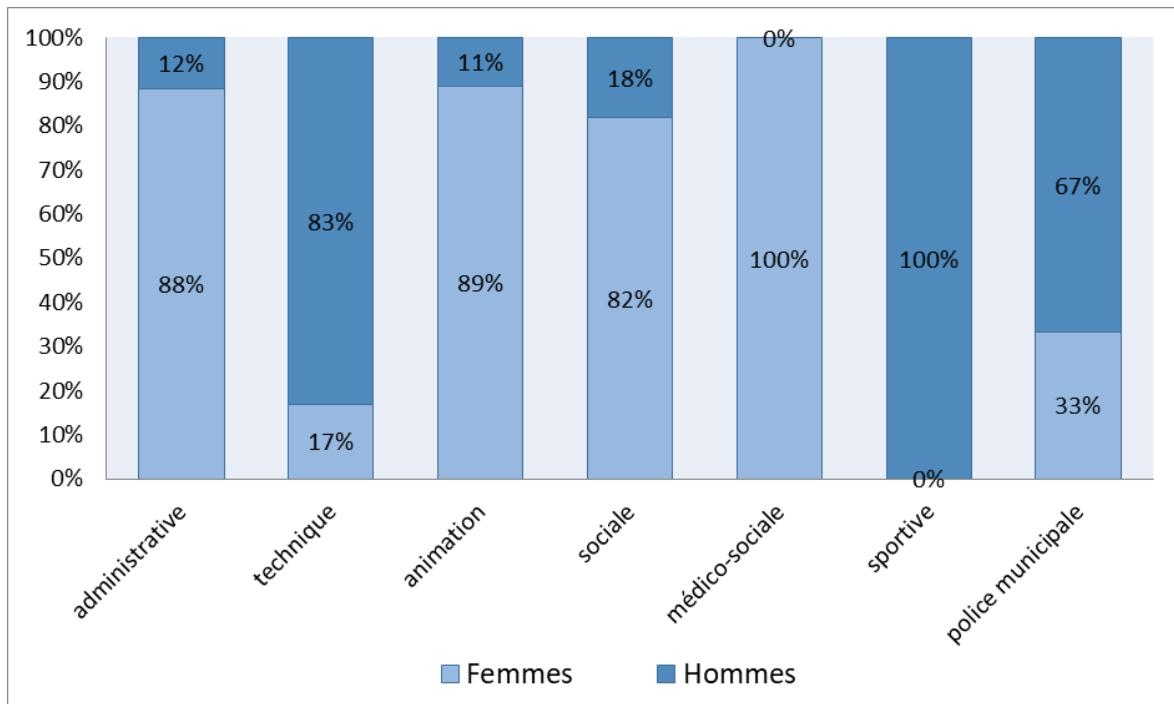
Au niveau de la fonction publique territoriale au 31 décembre 2020, les filières les plus féminisées sont les filières sociales (96%), médico-sociales (95%), administratives (82%), médico-techniques (81,20%) et animation (72,70%).

Les filières les moins féminisées concernent les filières incendie et secours (5,70%) et sécurités-police municipale (21,40%).

(Sources : l'Observatoire MNT et édition du 12/07/2024 du Maire info)

Au sein de la commune de Soorts-Hossegor, au 31 décembre 2025, les filières les plus féminisées sont les filières administrative, médico-sociale, animation et sociale.

Les filières les moins féminisées sont les filières : technique, sportive et la police municipale.



Les charges de personnel : éléments sur les rémunérations :

En 2021, le salaire net mensuel moyen au sein de la fonction publique s'établit à 2 431 euros.

La part moyenne des primes et indemnités dans le salaire brut des fonctionnaires est de 23,8 % dans l'ensemble de la fonction publique.

Le salaire net en équivalent temps plein des femmes est en moyenne inférieur de 11,3 % à celui des hommes.

Dans la fonction publique territoriale, à profil identique, les femmes perçoivent en moyenne un salaire inférieur de 4,8 % à celui des hommes en 2021, contre 5,1 % en 2020.

En 2022, un salarié de la fonction publique territoriale perçoit en moyenne 2 145 euros net par mois en équivalent temps plein ; cette moyenne prend en compte tous les agents des collectivités locales, tous statuts et catégories confondus, qu'ils soient fonctionnaires ou non.

(Sources : Insee et le [rapport annuel de la DGAFP](#) édition publiée le 15 décembre 2023)

En 2025, au sein de la commune de Soorts-Hossegor, pour les femmes, le salaire brut mensuel moyen est de 3 995,55 euros et de 5 177,78 euros pour les hommes.

Total des 10 plus hautes rémunérations brutes annuelles au sein de la commune :

Femmes ♀ : 191 786,27 € répartis sur 4 bénéficiaires

Hommes ♂ : 372 800,37 € répartis sur 6 bénéficiaires.



Traitements indiciaires, régimes indemnitaires, bonifications indiciaires, heures supplémentaires rémunérées et avantages en nature :

❖ Rémunération (sur les emplois permanents)

Les données relatives à la rémunération 2025 sont actuellement indisponibles, en raison de l'instruction informatique réalisée par la collectivité au moment de la campagne RSU 2026 pour l'exercice 2025. Les données détaillées ci-après sont issues du RSU 2025 sur l'exercice 2024.

En 2024, la rémunération annuelle statutaire dans la collectivité représente 3 341 403 €.
 Le Supplément Familial de Traitement (SFT) annuel représente 26 227 €.
 La Nouvelle Bonification Indiciaire (NBI) annuel représente 26 960 €.
 Les heures supplémentaires et complémentaires (HSC) annuel représentent 67 601 €.
 Soit une rémunération annuelle brute, dans la Ville de Soorts-Hossegor en 2024 de 4 019 519 €.

Salaire moyen annuel sur les emplois permanents selon le genre :

En 2024, la rémunération moyenne annuelle brute pour les femmes est de 29 716 €, contre 30 341 € pour les hommes.

Ecart de rémunération des femmes par rapport aux hommes :

Catégorie A : - 66,5 %

Catégorie B : + 9.8 %

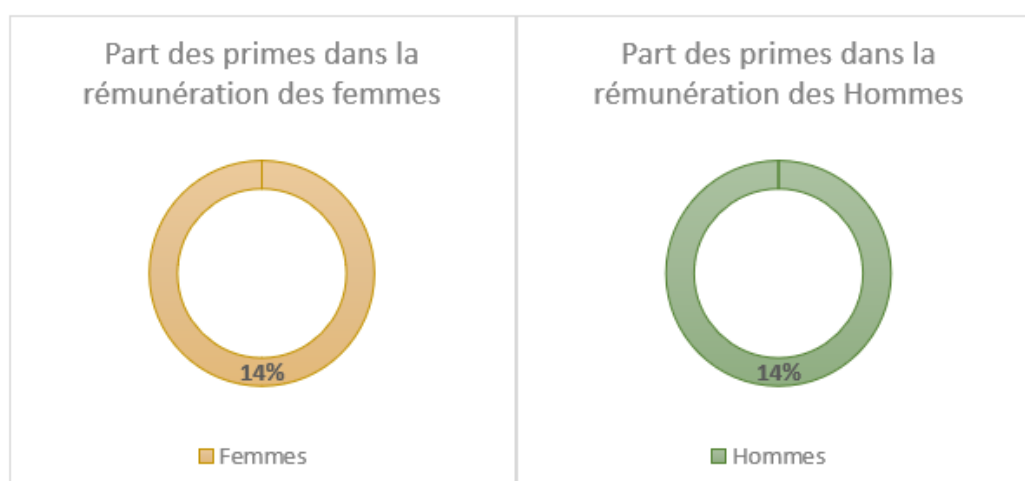
Catégorie C : - 1,1 %

L'écart de rémunération le plus important concerne les agents de la catégorie A.

❖ Primes (sur les emplois permanents)

En 2024, les primes dans la collectivité représentent 557 329 €.

Part des primes dans la rémunération selon le genre :



On observe une égalité de traitement pour la part des primes dans la rémunération entre les femmes et les hommes.



Part des primes dans la rémunération selon la catégorie :

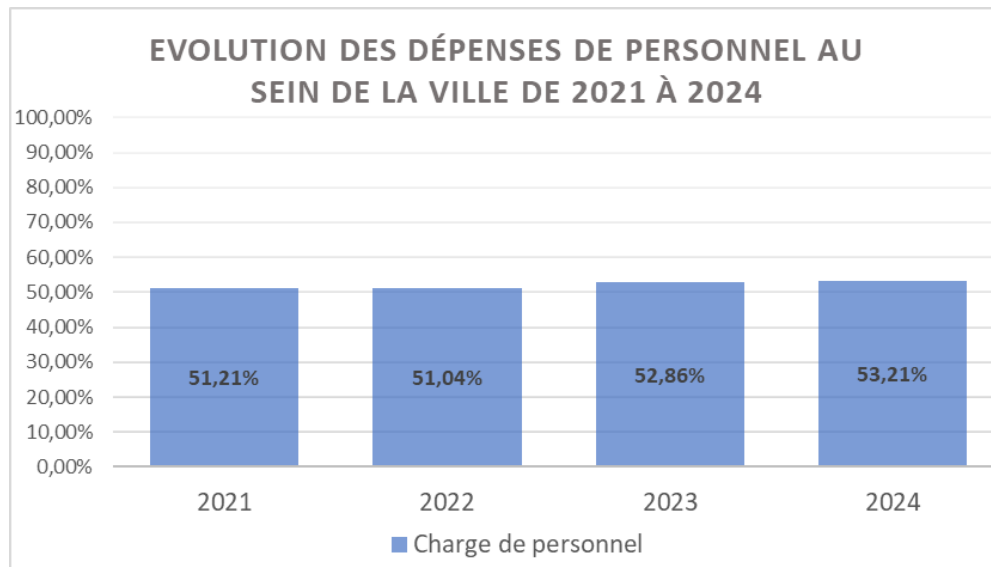
Catégorie A : 33 % au total et 19% des femmes contre 38,7% des hommes.

Catégorie B : 19 % au total et 21,4% des femmes contre 14,9% des hommes.

Catégorie C : 11 % au total et 11,2% des femmes contre 9,9% des hommes.

❖ Dépenses de personnel :

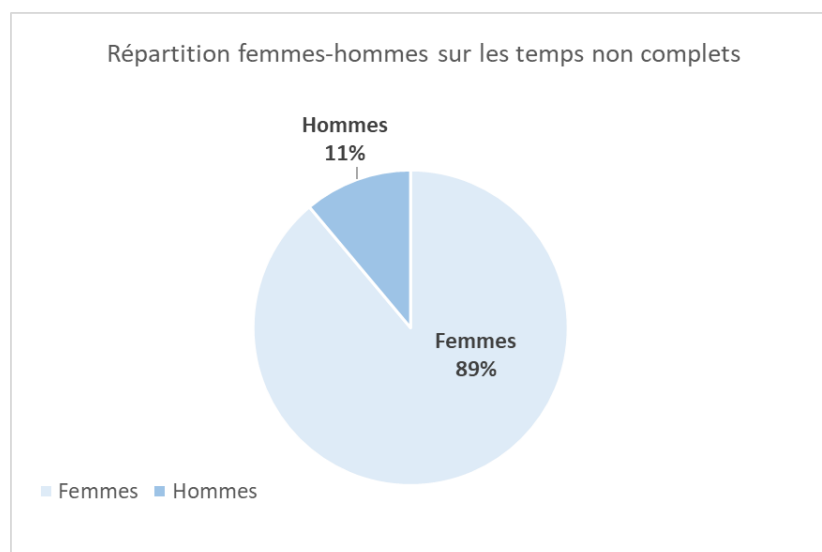
En 2024 au sein de la ville, les charges de personnel représentent 53.21% des dépenses de fonctionnement, contre 52.86 % en 2023 et 51.04 % en 2022.



La Durée effective du travail sur la Commune :

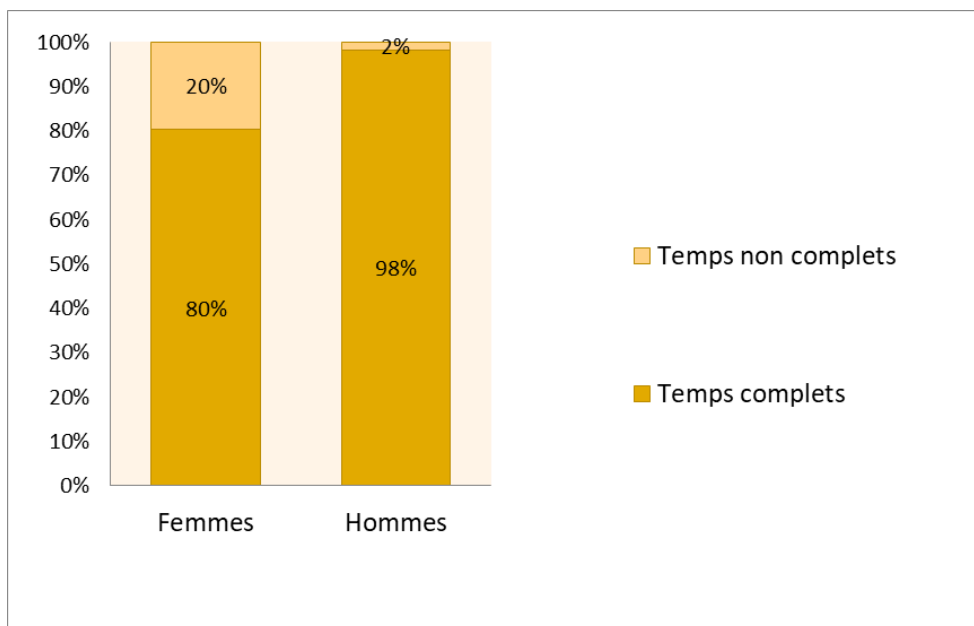
Au 31 décembre 2025, la Ville de Soorts-Hossegor compte 6 agents titulaires et 3 agents contractuels à temps non complet, dont 8 femmes et 1 homme.

Ces agents à temps non complet travaillent dans le secteur de l'entretien des locaux, au CCAS (Portage de repas) ou au sein des écoles.





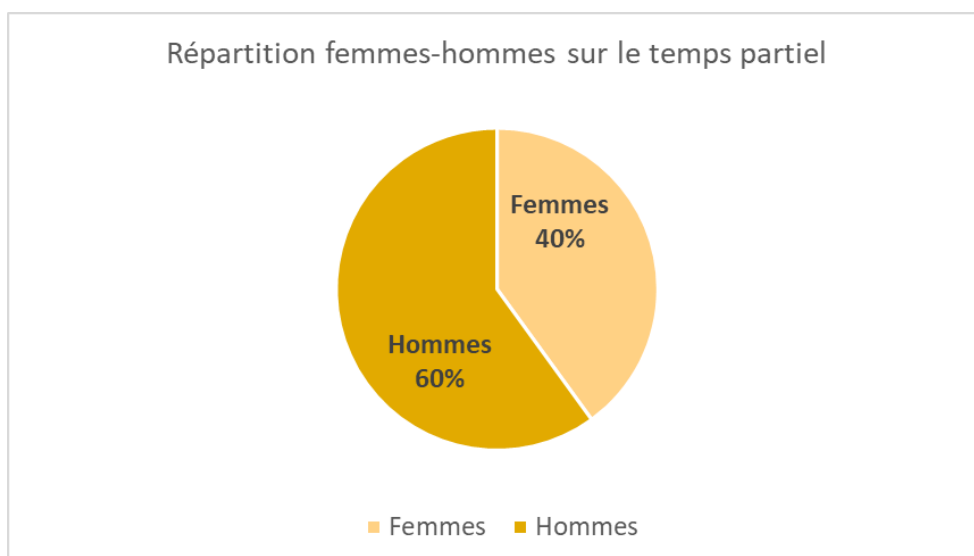
Répartition femmes-hommes sur le temps de travail

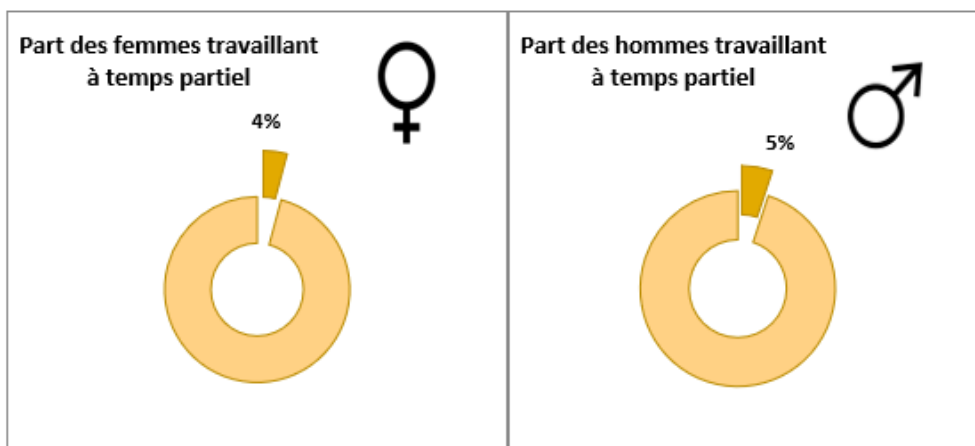


Au 31 décembre 2025, la Ville de Soorts-Hossegor compte 5 agents titulaires à temps partiel, dont 2 femmes et 3 hommes. Aucun agent contractuel n'exerce à temps partiel. Tous ces temps partiels sont accordés sur autorisation.

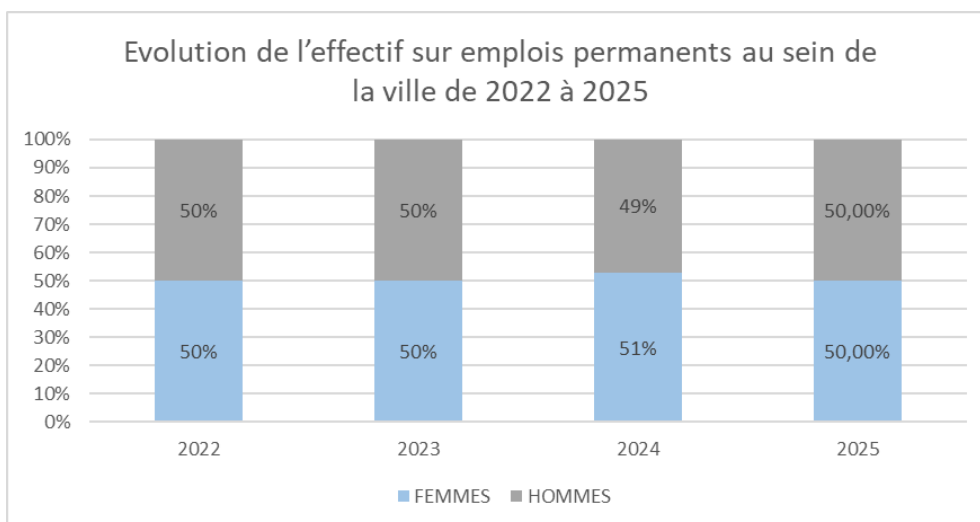
Ce résultat croissant s'explique par la mise en place du dispositif de retraite progressive dans le Fonction Publique depuis le 1^{er} septembre 2023, ainsi les agents peuvent bénéficier de ce dispositif au moins 2 ans avant l'âge minimal légal de départ en retraite. En effet, ils ont la possibilité de travailler à temps partiel sur autorisation, permettant de réduire leur activité professionnelle, et en touchant une partie de leur pension de retraite.

Une nouvelle actualité à compter du 01 septembre 2025, va venir renforcer ce résultat, avec la retraite progressive à partir de l'âge de 60 ans contre 62 ans auparavant (*sous réserve de remplir les conditions réglementaires en applications des 2 décrets du 15/07/2025*).

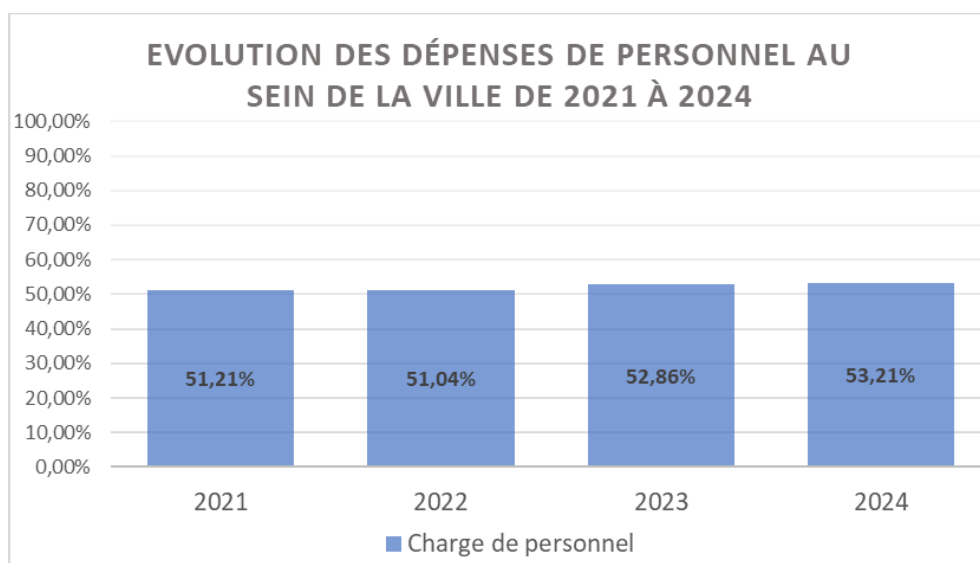




L'évolution prévisionnelle de la structure des effectifs et des dépenses de personnel



La proportion Femmes-Hommes entre 2022 et 2025 est stable. On observe une parité constante sur l'année 2025.





En 2024 au sein de la ville, les charges de personnel représentent 53.21% des dépenses de fonctionnement, contre 52.86 % en 2023 et 51.04 % en 2022.

La gestion prévisionnelle des ressources humaines de la Commune

Diagnostic : Evaluer les mouvements de personnel de la Commune

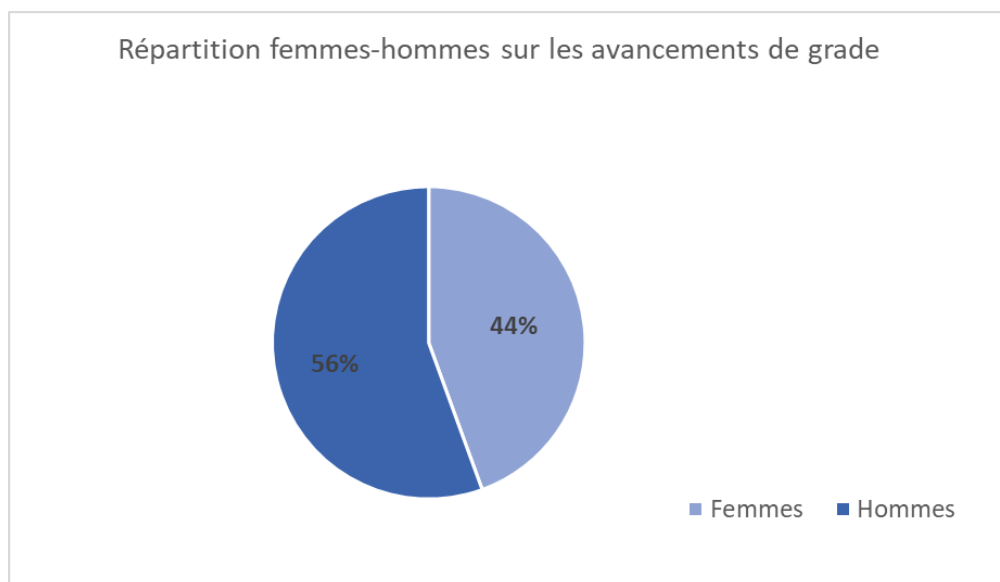
En 2025, la ville de Soorts-Hossegor a enregistré 11 arrivées sur postes permanents dont 4 femmes et 7 hommes, contre 7 arrivées sur postes permanents en 2024.

La Ville a comptabilisé 7 départs (retraite, disponibilité, mutation, licenciement pour inaptitude physique), dont 5 femmes et 2 hommes, contre 9 départs en 2024.

Objectif : Faire évoluer les compétences de nos agents(es) par la carrière (LDG)

En 2025, le Ville de Soorts-Hossegor a mis en œuvre 9 avancements de grade et 2 dossiers de promotion interne, dans le respect des Lignes Directrices de Gestion fixées par la collectivité et de la parité Femmes/Hommes.

	Femmes	Hommes
Avancements de grade	4	5
Dossier de promotion interne	1	1



Outils : Professionnaliser nos agents(es) par la formation

En 2025, 69 agents permanents ont suivi une formation d'au moins 1 jour, contre 52 agents permanents en 2024, dont 24 femmes (35%) et 45 hommes (65%).

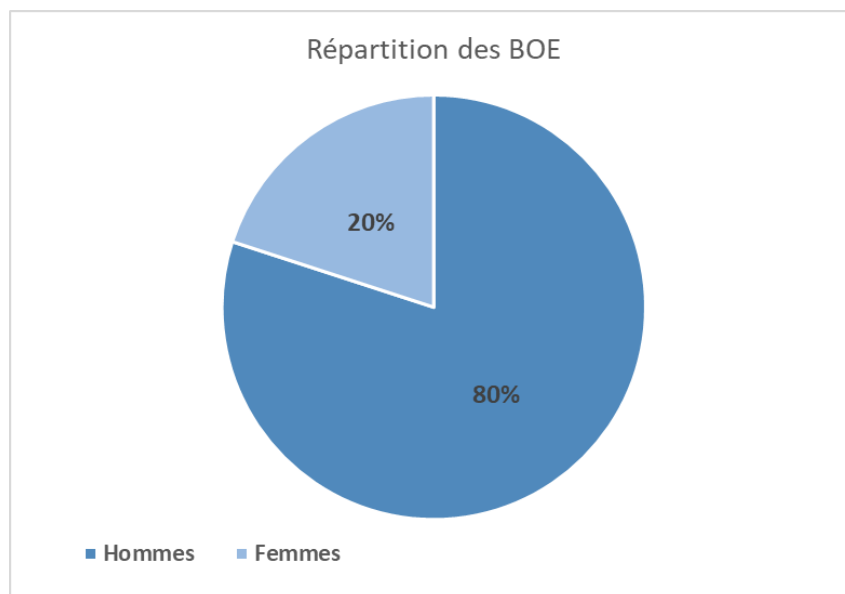
Ce taux élevé des hommes par rapport aux femmes s'explique par les obligations de formations et les habilitations / CACES dans les services les moins féminisées (Services techniques et Police Municipale).



	Femmes	Hommes
Catégorie A	1	2
Catégorie B	6	3
Catégorie C	17	40
TOTAL	24	45

Indicateur : Accompagner et Faciliter le quotidien des personnes en situation de Handicap au sein des effectifs de la Commune

Au 31 décembre 2025, la ville de Soorts-Hossegor comptait 5 Bénéficiaires de l'Obligation d'Emploi (BOE), dont femme 1 (20%) et 4 hommes (80%).



Déploiement : Des mesures existantes déjà engagées pour agir sur les inégalités

La commune de Soorts-Hossegor a déjà engagé le travail autour des rétributions, qui concerne les avantages hors rémunération des agents, afin d'agir à la fois sur le champ professionnel et les conditions de travail, mais aussi le champ professionnel et extra professionnel. Cela s'est traduit depuis 2021 par des nouvelles mesures :

- La participation de la collectivité à la complémentaire prévoyance et santé des agents :

Depuis le 1er janvier 2025, la collectivité participe à la complémentaire prévoyance de ces agents. La participation employeur est forfaitaire à hauteur de 10€ par mois, dans le cadre d'une procédure de labellisation.

Au 31 décembre 2025 avec une date d'effet au 1er janvier 2026, dans le cadre de la participation obligatoire des employeurs publics à la protection sociale complémentaire, sur le champ de la santé, la collectivité a fait le choix de participer à hauteur de 15€ par mois et par agent, en conservant la procédure de labellisation.

- Le travail à distance a fait son entrée dans les pratiques de la Commune, depuis le confinement lié au COVID 19.

Ce travail à distance (télétravail) s'est exercé, pour beaucoup, dans des situations complexes durant le confinement, notamment en relation avec les problématiques de garde d'enfants. En dehors des périodes de confinement, la possibilité de travailler à distance, pour les agents administratifs, a été



maintenue à hauteur d'une demi-journée à un jour par semaine. Ce travail à distance est accordé de façon ponctuelle et sur autorisation de l'autorité, pour des missions spécifiques nécessitant un travail isolé.

Sur ce point, l'expérimentation conduite au sein de la collectivité depuis 2020 est intégrée au nouveau cadre légal et réglementaire et devient un élément de la qualité de vie au travail, incluant la résorption des inégalités liées au genre.

Le télétravail au sein de la ville reste ponctuel et sera étudié prochainement dans le cadre de la démarche des Risques Psycho-Sociaux (RPS).

- La collectivité a mis en place le Complément Indemnitaire Annuel (CIA) avec une approche du mérite et de l'exceptionnel permettant ainsi de valoriser indépendamment de la catégorie hiérarchique l'engagement professionnel et la manière de servir. En effet, le montant maximum du CIA est versé de manière identique aux 3 catégories hiérarchiques (A,B,C).

Depuis 2023, la commune s'est saisie du sujet, afin de mettre l'égalité au cœur de ses réflexions.

-Dans le cadre de la construction des Lignes Directrices de Gestion (LDG), il y avait la nécessité d'engager une démarche globale et construite sur la question de l'égalité.

Les actions définies par la collectivité en faveur de l'égalité professionnelle sont les suivantes :

- Procéder à un état des lieux de la situation par catégorie hiérarchique.
- Renforcer l'égalité professionnelle pour les postes à responsabilité.
- Renforcer la prévention et la lutte contre les violences sexuelles et sexistes.

-Flexibilité et qualité de vie au travail : mise en place de plages d'horaires variables pour les agents administratifs de la Mairie.

A cet effet, les horaires d'accueil au public ont été modifiés avec des plages d'ouverture plus restreintes. (09h00-12h30 et 13h30-17h00 du lundi au vendredi au lieu de 08h30 -12h30 et 13h30-18h00 du lundi au vendredi).

Depuis 2021, l'expérimentation a été concluante pour l'ensemble des agents communaux. En effet, leurs horaires d'accueil du public sont plus adaptés (incluant du temps de travail hors public), tout en maintenant un service public de qualité. Ces horaires plus flexibles répondent mieux aux modes de vie de chacun des agents administratifs (dépose des enfants à l'école, garde d'enfant, et autres contraintes personnelles, ...) et favorise le bien-être au travail au sein de la Commune avec une meilleure articulation des temps vie professionnelle / vie personnelle.

Le Plan d'action proposé : les actions 2025

Le sujet de l'égalité entre les femmes et les hommes relève des enjeux de société et la commune de Soorts-Hossegor souhaite progresser dans ce domaine au-delà des premières mesures mises en place.

Dès lors, depuis 2024, la commune a convenu d'initier une démarche structurée à partir des objectifs suivants :

- Sensibiliser et informer les agents et chefs de service (Intégrer l'égalité F-H dans les formations management, les groupes de travail des projets en cours, les entretiens professionnels et lutter contre les préjugés auprès de l'ensemble des agents par une démarche participative),
- Impliquer les acteurs (Assistants de prévention, représentants du personnel et élus),



- Accompagner les chefs de service, agents communaux et élus locaux dans cette démarche, en développant leurs connaissances sur le sujet de l'égalité,
- Formaliser les orientations, le périmètre d'action, et la gouvernance,
- Impliquer les chefs de service dans la mise en œuvre des actions du plan,
- Assurer la continuité du plan d'action pluriannuel 2024-2026 de la ville,

Une année de sensibilisation et d'acculturation :

Différentes actions de sensibilisation ont été accomplies en 2025 et une démarche d'acculturation a été engagée à travers le pilotage de différents projets RH :

- ✓ Approbation du Document Unique d'Evaluation des Risques Professionnels (DUERP) et lettre de mission de l'ACFI en 2025
Dans le cadre de l'élaboration du document unique d'évaluation des risques professionnels (DUERP) et de l'évaluation des risques, il convient d'intégrer les risques de Violences Sexistes et Sexuelles (VSS) au travail, comme un risque à part entière.
Une action autour des violences au travail pourra être conduite afin de sensibiliser, d'identifier et prévenir de tout type de harcèlement, dont VSS. Il s'agit de dispositifs d'écoute avec des échanges professionnels.
- ✓ Recrutement de 2 femmes dans la filière Police Municipale, une des moins féminisées.
- ✓ Rectification des écarts de rémunération (IFSE) entre les Femmes et les Hommes qui n'étaient pas justifiés pour des postes à responsabilités (de catégorie hiérarchique A)
- ✓ Un travail sur le régime indemnitaire a été engagé en 2023, avec pour objectif d'identifier les inégalités dont celle de genre, pour y apporter des mesures correctives.
La nouvelle architecture de l'IFSE s'appuie depuis 2021 sur les fonctions exercées, les sujétions, l'expérience, le savoir-faire, l'expertise et non sur le métier assis sur des filières historiquement discriminantes.
- ✓ Engager le dispositif de signalement, de traitement et de suivi des actes de violences, de discrimination, de harcèlement et d'agissements sexistes.
Ce dispositif issu de la loi de transformation n°2019-828 du 06 août 2019 prévoit la mise en place obligatoire d'un recueil de signalements dans l'ensemble des administrations :
« Il a pour objet de recueillir les signalements des agents qui s'estiment victimes d'un acte de violence, de discrimination, de harcèlement moral ou sexuel ou d'agissements sexistes et de les orienter vers les autorités compétentes en matière d'accompagnement, de soutien et de protection des victimes et de traitement des faits signalés. Ce dispositif permet également de recueillir les signalements de témoins de tels agissements ».
Pour la mise en place de ce dispositif, le Ville de Soorts-Hossegor a adhéré via une convention au Centre de Gestion des Landes (CDG 40) pour un dispositif de signalement mutualisé, formalisé par arrêté de la Présidente du CDG 40 le 04 octobre 2021.
L'adhésion de la ville à ce dispositif du CDG 40 a été officialisée par délibération du Conseil Municipal du 27 septembre 2024, puis la signature de la convention afférente le 22 octobre 2024.
Cette convention est conclue pour la durée du mandat actuel de 2020 à 2026. Ce service est proposé à titre gratuit par le CDG 40.
Pour le département des Landes, le référent signalement mutualisé est Monsieur Arnaud LUCY, en sa qualité de juriste.
Le référent signalement apporte soutien et conseil aux agents à l'origine du signalement. Il agit en toute indépendance et neutralité.



Ce dispositif est ouvert aux agents s'estimant victimes ou témoins de tels actes ou agissements, parmi :

- L'ensemble des personnels de la collectivité concernée (stagiaires, titulaires, contractuels, apprentis, bénévoles, etc.) ;
- Les élèves ou étudiants en stage ;
- Les personnels d'entreprises extérieures intervenant au sein de la collectivité ;
- Les agents ayant quitté les services (retraite, démission) depuis moins de six mois ;
- Les candidats à un recrutement dont la procédure a pris fin depuis trois mois maximums
- Les usagers du service public le cas échéant.

Il n'est pas nécessaire qu'il y ait une relation hiérarchique entre l'auteur présumé des faits et la victime. L'auteur peut être donc un(e) collègue, un formateur, un prestataire, ou un usager du service.

Les services du CDG 40 ne pourront pas être mobilisés par les agents eux-mêmes mais pourront accompagner les collectivités employeurs qui en feraient la demande dans la résolution des situations.

En 2025, le référent du CDG 40 a enregistré 1 signalement d'actes de violence, de discrimination, de harcèlement et d'agissements sexistes au sein de la ville de Soorts-Hossegor.

- ✓ Une action de sensibilisation à l'Intelligence Artificielle (IA) a été initiée aux chefs de service.
En effet, une session de formation du CNFPT sur l'IA s'est tenue à distance. L'objectif étant de sensibiliser les chefs de service à cette transformation numérique. Cette formation a également permis d'alerter sur les risques de discrimination (*de l'âge, du genre, ...*) qui perdurent sur cet outil technologique et d'en comprendre les enjeux, d'autant plus si les informations de l'IA reposent sur des données déjà biaisées par la pratique humaine. Le contrôle humain reste primordial pour la prise de décisions. Si un tel projet devait être engagé dans la collectivité, dans un avenir proche, tous les aspects devraient être étudiés (La communication aux agents et administrés, la formation, la protection des données avec la cybersécurité, l'éthique, ...).
Les groupes constitués pour cette sensibilisation ont été composés en respectant une mixité des genres.
- ✓ Une action de sensibilisation a été menée en collaboration avec l'assistant de prévention auprès de l'ensemble du personnel des services techniques et du service de la petite enfance dans le cadre de la prévention des Troubles Musculosquelettiques.
Les groupes constitués pour cette sensibilisation ont été composés en respectant une mixité des genres.
- ✓ Mise en place de la démarche de prévention des Risques Psycho-Sociaux (RPS)
En 2025, la collectivité a expérimenté une nouvelle prestation proposée par un service dédié du CDG des Landes, pour la réalisation d'une démarche de prévention des Risques Psycho-Sociaux (RPS).
Une convention a été conclue avec le CDG 40 pour la réalisation de cette mission.
Les membres du COPIL/COTECH constitués et les 6 agents volontaires ont été composés en respectant une mixité des genres et des services.
- ✓ Programme d'échange de personnel avec la ville jumelée « Taïarapu Ouest » en Polynésie Française
Dans le cadre du jumelage avec Taïarapu-Ouest, une campagne d'échange d'emplois entre les 2 villes jumelées (de Taïarapu-Ouest et de Soorts-Hossegor) a été initié en 2024/2025.
Les candidats intéressés (*ouverts aux agents titulaires et contractuels*) ont été sélectionnés sur acte de candidature par un jury, en respectant une mixité des genres et des services.



➤ **Les perspectives 2026 en matière d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes**

AXE 1 :) Identifier les écarts de rémunération entre les femmes et les hommes afin de prévenir et d'apporter les mesures correctives :

- Poursuivre le suivi des écarts de rémunération Femmes-Hommes, et notamment sur les catégorie hiérarchique A,
- Sensibiliser et impliquer les encadrants sur les biais cognitifs lors de l'attribution des primes notamment le CIA,
- Poursuivre la collecte et l'analyse des données permettant d'examiner les écarts F-H dans les critères d'attribution des primes par catégories, statut, filières,
- Réduire les emplois à temps non complet qui touchent plus les femmes,
- Garantir l'égalité de rémunération F-H lors du recrutement de titulaires et contractuels,
- Mieux informer des effets du temps partiel sur la rémunération et la retraite par la mise en place d'un entretien lors des demandes de temps partiel.

✓ **AXE 2 : Garantir l'égal accès des femmes et des hommes aux cadres d'emplois, grades et emplois :**

- Évaluer le niveau de mixité des recrutements selon le type de poste et de statut et favoriser cette mixité en poursuivant la féminisation / masculinisation des fiches de poste et des annonces d'emploi,
- Évaluer le niveau de mixité des filières, des fonctions et des métiers et encourager la double mixité des métiers,
- Garantir une proportion égale de femmes et d'hommes promouvables et promus,
- Assurer une égalité d'accès aux préparations concours et examens professionnels,
- Tendre à des nominations équilibrées de femmes et d'hommes dans les emplois supérieurs,
- Faciliter l'accès des femmes aux emplois fonctionnels et aux emplois d'encadrement par diverses actions.

AXE 3 : Favoriser l'articulation entre activité professionnelle et vie personnelle et familiale sous l'angle de l'égalité femmes-hommes et en tenant compte des nouveaux modes de vie et de compositions familiales :

- Encadrer les heures de réunion quel que soit le niveau de responsabilité,
- Poursuivre les propositions de flexibilité du temps de travail favorisant l'articulation des temps vie professionnelle / vie personnelle (mise en place du télétravail ponctuel, plages d'horaires variables, ARTT non fixes, ...),
- Approfondir la question de l'organisation du temps de travail,
- Faciliter la prise de congé paternité en développant l'information vers les agents concernés, en particulier les agents d'encadrement,
- Communiquer sur les Autorisations Spéciales d'Absence (ASA) de droit en lien avec la parentalité,
- Encourager la déconnexion.

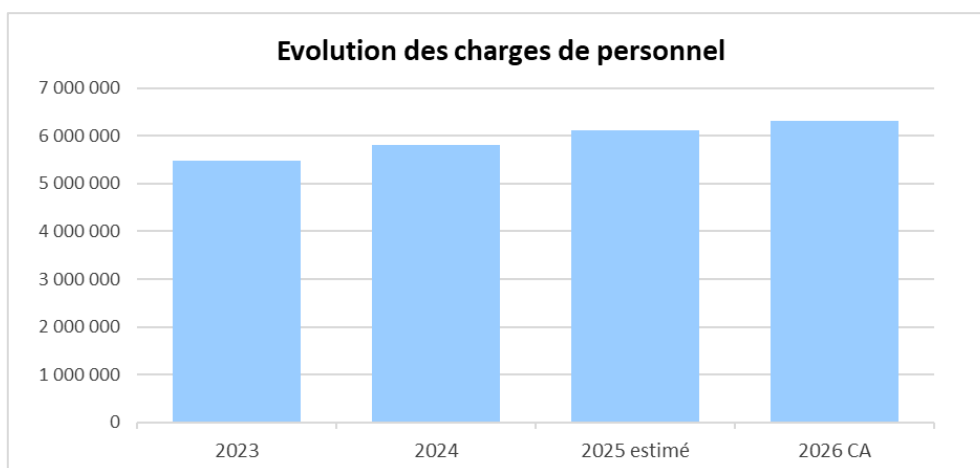


AXE 4 : Prévenir et traiter les actes de discrimination, de harcèlement moral, de violences sexistes et sexuelles :

- Diffuser les numéros d'urgence et les contacts des professionnels en interne et sur le territoire pouvant accueillir et accompagner les victimes et les témoins,
- Former et sensibiliser les encadrants au repérage et à la prise en charge des situations de discriminations, de violences sexistes et sexuelles et de harcèlement moral,
- Concevoir un document présentant les procédures à suivre en matière de signalements,
- Engager les procédures adéquates et communiquer sur la politique disciplinaire,
- Poursuivre la communication et rendre accessible le dispositif de signalement et de traitement des actes de violence, de discrimination, de harcèlement sexuel ou moral et d'agissements sexistes (*conventionné en 2024 avec le Centre de Gestion des Landes*),
- Définir les modalités du dispositif de recueil et de traitement de situations de violences sexistes et sexuelles et de discrimination pour les victimes et les témoins.

➤ Evolutions et explications des charges de personnel

Le graphique ci-dessous présente les évolutions des dépenses de personnel de 2023 à 2026.



L'évolution des charges de personnel est la conjugaison de trois facteurs :

- **Les sujets sur lesquels nous n'exerçons pas de contrôle direct :**

GVT, revalorisation du point d'indice, des grilles indiciaires et les maladies des agents (remplacement à prévoir).

- 2023 : effet année pleine des revalorisations 2022 plus nouvelle revalorisation du point d'indice et des grilles indiciaires des catégories C1 et C2
- 2024 : effet année pleine par rapport aux évolutions de 2023. Augmentation de 1% du taux de la Cnracl et réévaluation du point d'indice et de la GVT à 115 000 €. L'organisation du recensement nous a coûté 34 500 € (remboursement 10 500 €) et les remplacements à l'accueil 19 300 €. L'assurance statutaire a augmenté de 61 000 € par rapport à 2023.
- 2025 : augmentation du taux de Cnracl +3% (+68 000 €) et du taux de sécurité sociale



de 1% (+32 000 €). L'assurance statutaire a elle augmentait de 60 000 €. Enfin des remplacements d'agents en arrêt ou en mi-temps thérapeutiques génèrent 34 500 € de dépenses supplémentaires par rapport à ceux de l'année précédente.

- 2026 : augmentation à nouveau du taux de Cnracl +3%, et enveloppe pour les aléas (remplacements pour maladie ...) de 200 000 € (idem années précédentes).

• **L'amélioration salariale visant à renforcer l'attractivité des métiers au sein de la commune :**

Revalorisation IFSE, CIA, stagiatisation de contractuels.

- 2023 : mise en place du CIA, 2^{ème} tranche de réajustement de l'IFSE
- 2024 : 3^{ème} phase de réajustement de l'IFSE 15 000 € (inclusion des contractuels), CIA +9 600 par rapport à 2023 et versement de la Prime Pouvoir d'achat pour 43 500 €
- 2025 : mise en place du régime indemnitaire de la police +25 000 €, ajustement de certains montants d'IFSE et versement d'une participation employeur si les agents souscrivent à une assurance prévoyance (120 €/an/agent).
- 2026 : modification de la prime de saison et revalorisation de certaines IFSE et augmentation à 35 €/mois/agent (+20 €) de la participation employeur mensuelle pour les agents ayant une mutuelle labellisée.

• **L'amélioration des services :**

Des choix de gestion et d'organisation ont été pris pour améliorer les services et la qualité du travail.

- 2023 : effet année pleine et remplacement poste pour poste à la commande publique et au PEJ.
Mise en place du service évènementiel à l'occasion du centenaire de la station balnéaire et de la clarification des missions entre la Commune et l'Office de Tourisme.
- 2024 : recrutement d'un adjoint à la police (40 000 €) et développement dès septembre du service des sports (12 400 €)
- 2025 : recrutement en CDD de trois agents au service propreté (octobre), de contractuels au service des finances (novembre) et aux ressources humaines (avril).
- 2026 : effet année pleine des recrutements 2025

Les évolutions des charges de personnel

Année	2023	2024	2025 estimé	2026
Rémunération des titulaires	2 824 213	2 975 239	2 941 843	3 035 442
Rémunérations des non titulaires	955 839	997 291	1 158 704	1 195 570
Autres dépenses	1 696 479	1 841 173	2 024 853	2 088 925
Total dépenses de personnel	5 476 530	5 813 703	6 125 400	6 319 937
<i>Evolution en valeur</i>	<i>307 898</i>	<i>337 173</i>	<i>311 697</i>	<i>194 537</i>
<i>Evolution en %</i>	<i>5,96%</i>	<i>6,16%</i>	<i>5,36%</i>	<i>3,18%</i>



Ces charges de personnel correspondent uniquement au chapitre 012. Le montant ne tient pas compte des remboursements de l'assurance ou de la cpam, estimés en 2025 et 2026 à 30 000 €.

L'évolution des effectifs

Année	2023	2024	2025 estimé	2026
Nombre agent : ETP moyen annuel	135,82	137,00	140,45	143,61
Nombre agent : ETP au 31/12	115,71	115,07	117,33	119,33

L'ETP moyen tient compte des variations des effectifs liées aux recrutements saisonniers.

L'évolution des charges de personnel par rapport aux dépenses réelles de fonctionnement

Afin de pouvoir juger de la situation financière des communes, l'Etat a défini des ratios. Des comparatifs peuvent être ainsi établis avec des communes de même strate.

Pour les charges de personnel il faut regarder le ratio n°7 qui rapporte les charges de personnel aux dépenses réelles de fonctionnement (DRF).

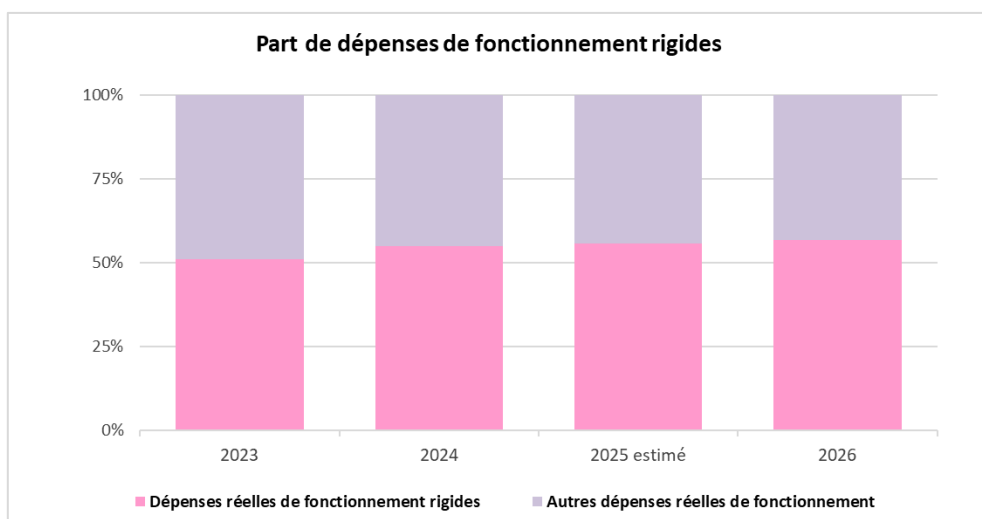
Année	2023	2024	2025 estimé	2026 CA projeté
Charges de personnel / DRF	49,70%	53,64%	52,70%	53,35%
Charges de personnel - remboursements assurance et CPAM / DRF	48,88%	52,94%	52,43%	53,09%
Référence de taux pour Commune touristiques 3 500 à 10 000 habitants	56,30%	55,60%		

3. La part des dépenses de fonctionnement rigides de la commune

Les dépenses de fonctionnement rigides sont composées des atténuations de produits, des dépenses de personnel et des charges financières.

Elles sont considérées comme rigides car la commune ne peut aisément les optimiser en cas de besoin. Elles dépendent en effet pour la plupart d'engagements contractuels passés par la commune et difficiles à retravailler.

Ainsi, des dépenses de fonctionnement rigides importantes ne sont pas forcément un problème dès lors que les finances de la commune sont saines mais peuvent le devenir rapidement en cas de dégradation de la situation financière de la commune car des marges de manœuvre seraient plus difficile à rapidement dégager.



Le tableau ci-dessous présente la répartition en % des dépenses rigides dans les dépenses de fonctionnement.

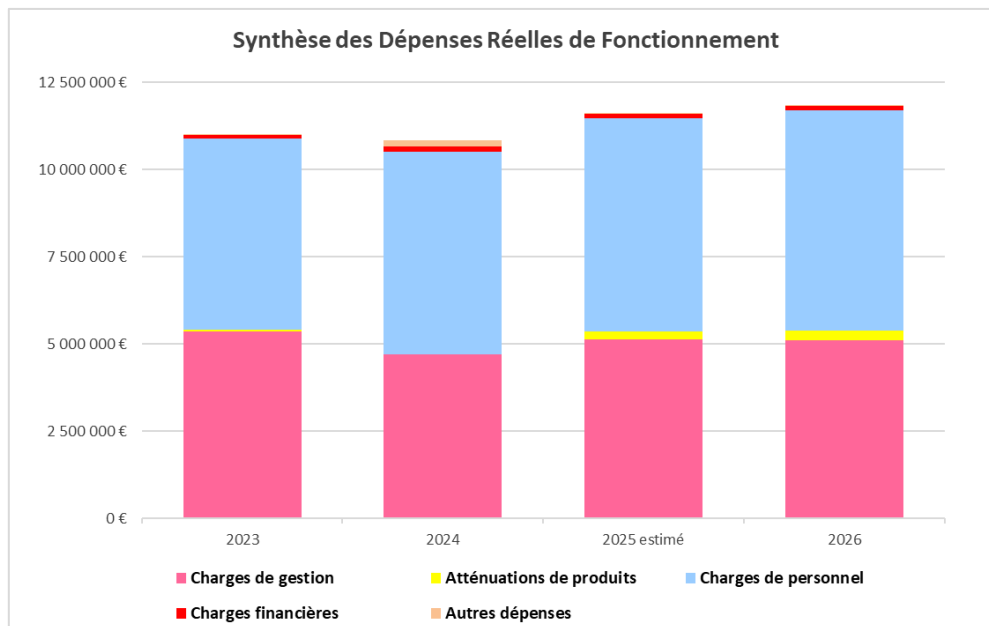
Année	2023	2024	2025 estimé	2026
Dépenses réelles de fonctionnement rigides	51,04	54,99	55,64	56,65
Autres dépenses réelles de fonctionnement	48,96	45,01	44,36	43,35

L'évolution de la proportion des dépenses rigides s'explique notamment par une augmentation des charges de personnel.

4. Synthèse des dépenses réelles de fonctionnement

Il est ici proposé par la commune de faire évoluer les dépenses réelles de fonctionnement pour 2026 de +1,93% par rapport à 2025.

Le graphique ci-dessous présente l'évolution de chaque poste de dépense de la commune sur la période 2023-2026.



Année	2023	2024	2025 estimé	2026	2026-2025 valeur	2026-2025 %
Charges de gestion	5 354 080	4 699 359	5 136 755	5 105 974	-30 781	-0,60%
Charges de personnel	5 476 530	5 813 703	6 125 400	6 319 937	194 537	3,18%
Atténuations de produits	63 632	8 445	213 431	280 000	66 569	31,19%
Charges financières	83 488	138 010	128 378	111 155	-17 223	-13,42%
Autres dépenses	40 727	178 960	19 021	30 000	10 979	57,72%
Dépenses réelles de fonctionnement	11 018 456	10 838 477	11 622 985	11 847 067	224 082	1,93%
<i>DRF Evolution en %</i>	<i>9,77%</i>	<i>-1,63%</i>	<i>7,24%</i>	<i>1,93%</i>		

Explications des évolutions principales des dépenses réelles de fonctionnement :

- Charges de gestion :
 - 2023 : organisation du Centenaire et inflation. L'augmentation du coût de l'énergie est de l'ordre de +110 000 €. Réorganisation de la gestion de l'Office de tourisme. Subvention +100 000 € (régularisation 2022 et impact départ à la retraite). Reversement au budget principal des excédents du Casino et Pédebert +1 038 800 €
 - 2024 : +62 000 € pour la prestation des vigiles (pour compenser le manque des gendarmes réquisitionnés pour les JO), 150 000 € pour l'externalisation du contrôle du stationnement (couvert par les recettes supplémentaires générées +297 000 €) et après la réorganisation de l'Office de tourisme la subvention se stabilise à 315 000 € (-97 000 € par rapport à 2023)
 - 2025 : augmentation de certaines charges comme les fluides (+76 000 €), les assurances (+80 000 €) ou les charges du SDIS (+11 000 €). La commune a versé

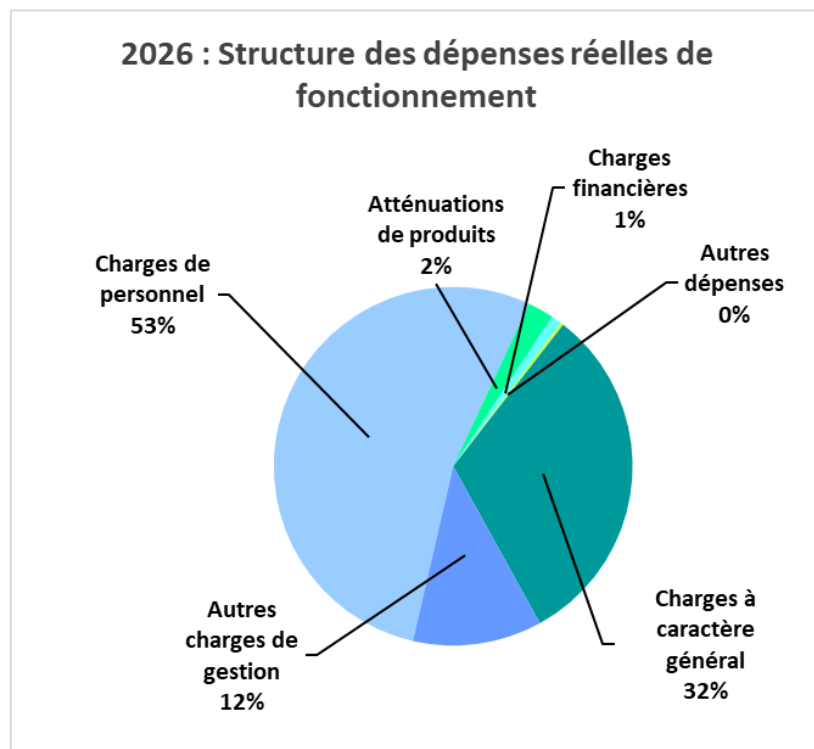


192 000 € aux commerçants de la Place des landais pour l'indemnisation suite aux travaux.

- 2026 : inflation projetée à 1,4%. Nous rajoutons des contributions supplémentaires aux charges intercommunales (SMGBL et projet NSXL) et conservons des marges de sécurité sur de possible charges exceptionnelles.
- Charges de personnel : détail de l'évolution à la page 37.
- Atténuations des produits :
 - 2024 : la DDFIP a décidé que les collectivités ne devaient plus tracer les écritures de reversement des parts de taxe de séjour au GPSO (34%) et au Département (10%).
 - 2025 : mise en place du prélèvement sur la fiscalité DILICO 213 431 €.
 - 2026 : nous pensons que le prélèvement DILICO va être reconduit. Nouvelle enveloppe de 215 000 €, à laquelle nous rajoutons la contribution au FPIC 65 000 €.
- Autres dépenses :
 - 2022 : reversement des excédents eau et assainissement au Sydec +578 700 €
 - 2024 : provision contentieux 150 000 €

5. La Structure des Dépenses de Fonctionnement

En prenant en compte les prévisions budgétaires pour l'exercice 2026, les dépenses réelles de fonctionnement s'élèveraient à un montant total de 11 847 067 €, soit 3 322,23 €/hab. Ce ratio est supérieur à celui de 2025 (3 259,39 €/hab).



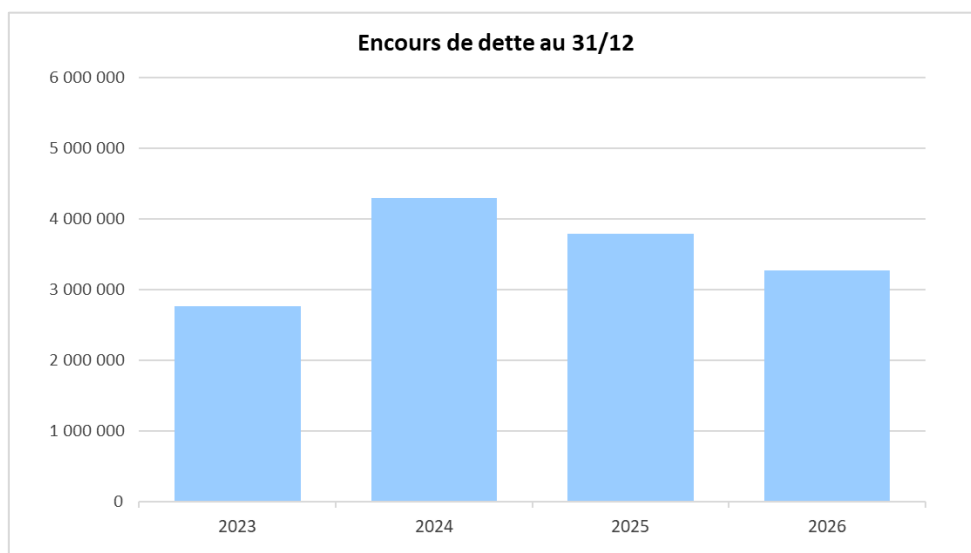


III. L'endettement de la commune

1. L'évolution de l'encours de dette

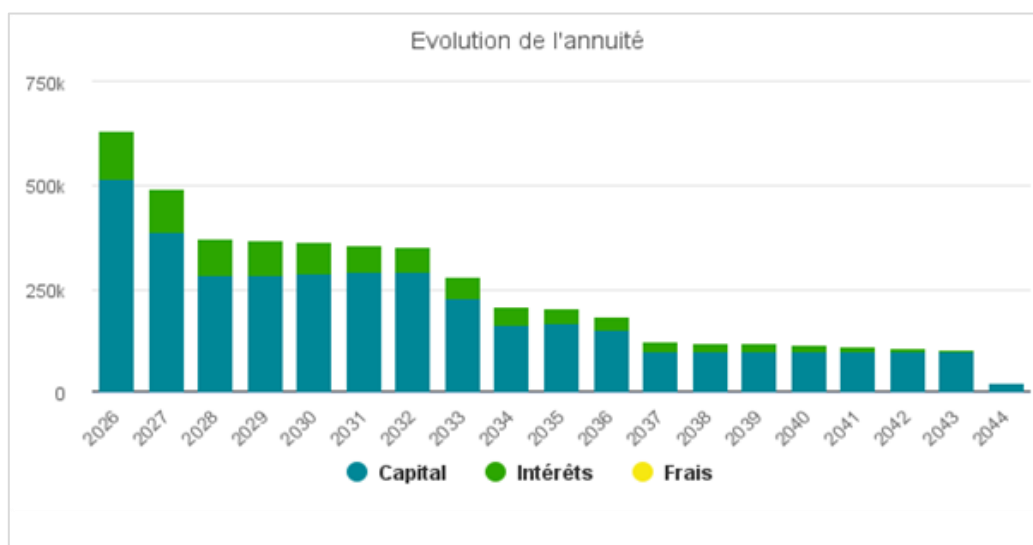
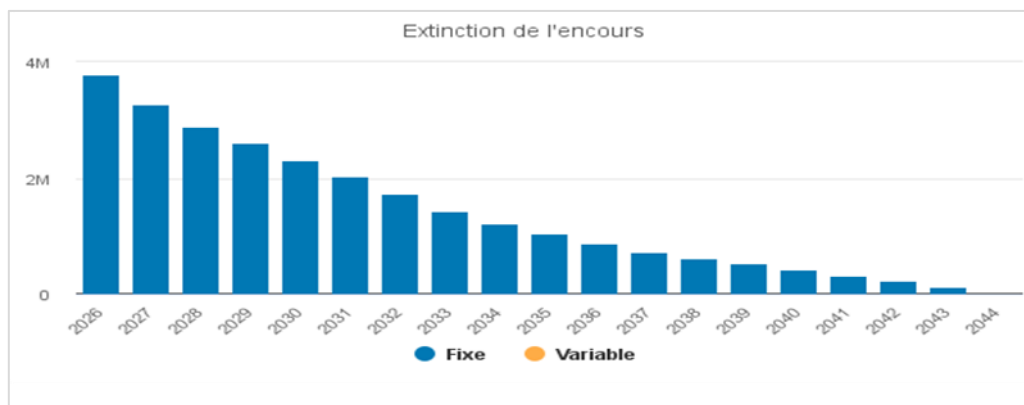
Fin 2025, l'encours de dettes s'élève à 3 790 037 €. Pour l'exercice 2026, l'encours de dette fin d'année sera de 3 274 43 €.

La collectivité possède 6 contrats d'emprunts en cours avec un taux moyen sur l'exercice de 3,20%.



Les charges financières représenteront 0,94% des Dépenses réelles de fonctionnement en 2026.

Année	2023	2024	2025	2026
Emprunt contracté	0	2 000 000	0	0
Intérêt de la dette	83 488	138 010	128 378	111 155
Capital remboursé	525 213	473 901	507 080	515 603
Annuité	608 700	611 911	635 458	626 759
Encours de la dette	2 771 019	4 297 118	3 790 037	3 274 434
<i>Encours n / n-1</i>	-525 213	1 526 099	-507 080	-515 603



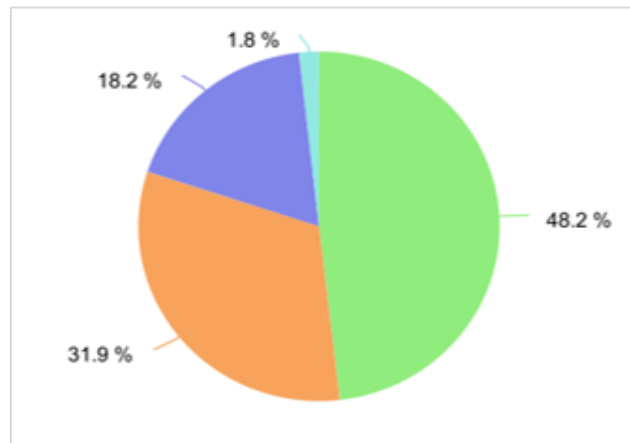
2. La structure de la dette

La dette par type de taux :

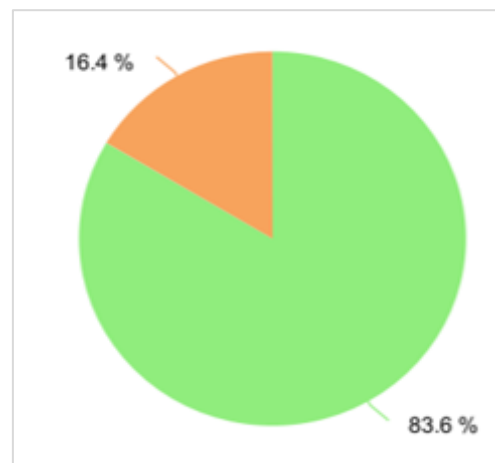
	Fixes	Variables	Total
Encours	3 790 037,23	0,00	3 790 037,23
%	100,00%	0,00%	100%
Durée de vie moyenne	6 ans, 4 mois		6 ans, 4 mois
Duration	5 ans, 9 mois		5 ans, 9 mois
Nombre d'emprunts	6	0	6
Taux actuariel	3,27%	0,00%	3,27%
Taux actuariel après couverture	3,27%	0,00%	3,27%



La dette par prêteur :



La dette par affectation :



Budget	%	Montant
Budget Principal	83,57	3 167 463,11
RESTAURANT FRONT DE MER	16,43	622 574,12
TOTAL		3 790 037,23



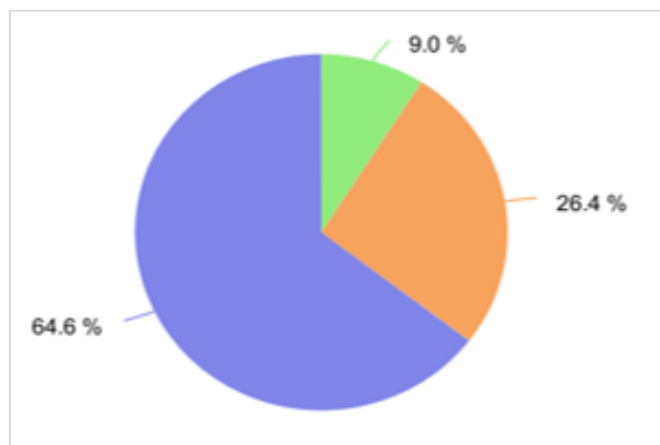
La dette par durée de vie :

Les indicateurs

Encours : 3 790 037,23 €
 Durée de vie moyennes : 6 ans, 4 mois
 Durée résiduelle moyenne : 12 ans, 5 mois

Duration : 5 ans, 9 mois
 Durée résiduelle : 18 ans, 2 mois

La répartition par durée résiduelle



	Durée résiduelle	Montant
■	< 5 ans	342 463,16
■	5 - 10 ans	999 999,95
■	10 - 20 ans	2 447 574,12
TOTAL		3 790 037,23

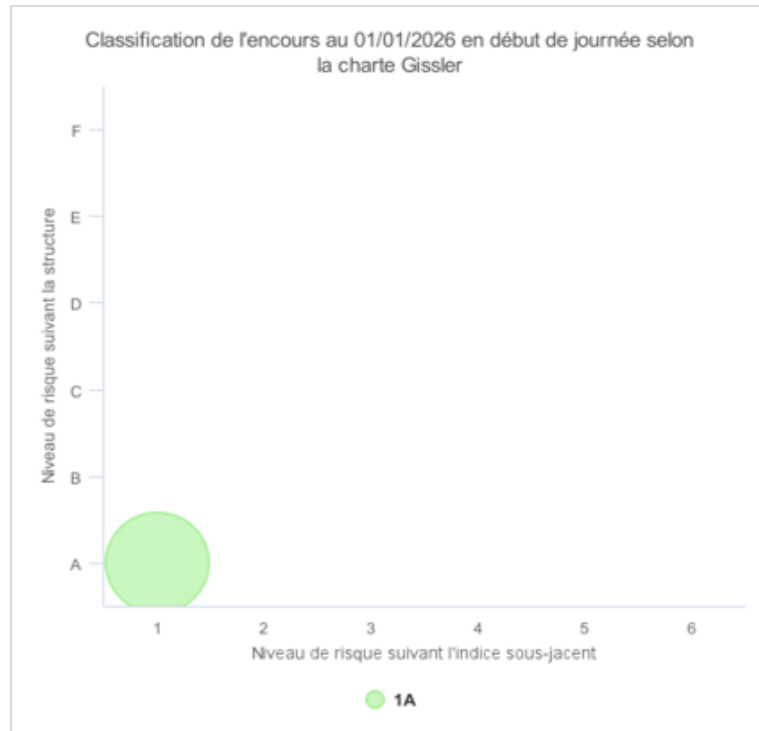
Classement Charte Gissler :

La mise en place dans le cadre de la charte de bonne conduite d'une classification des produits structurés, dite « Gissler ».

Destinée à favoriser une meilleure compréhension des produits proposés aux collectivités, la classification Gissler permet de les ranger selon une matrice à double entrée :

- Le chiffre (de 1 à 5) traduit la complexité de l'indice servant au calcul des intérêts de l'emprunt
- La lettre (de A à E) exprime le degré de complexité de la formule de calcul des intérêts.

Une dette classée à 100% en 1A correspond à un risque faible.

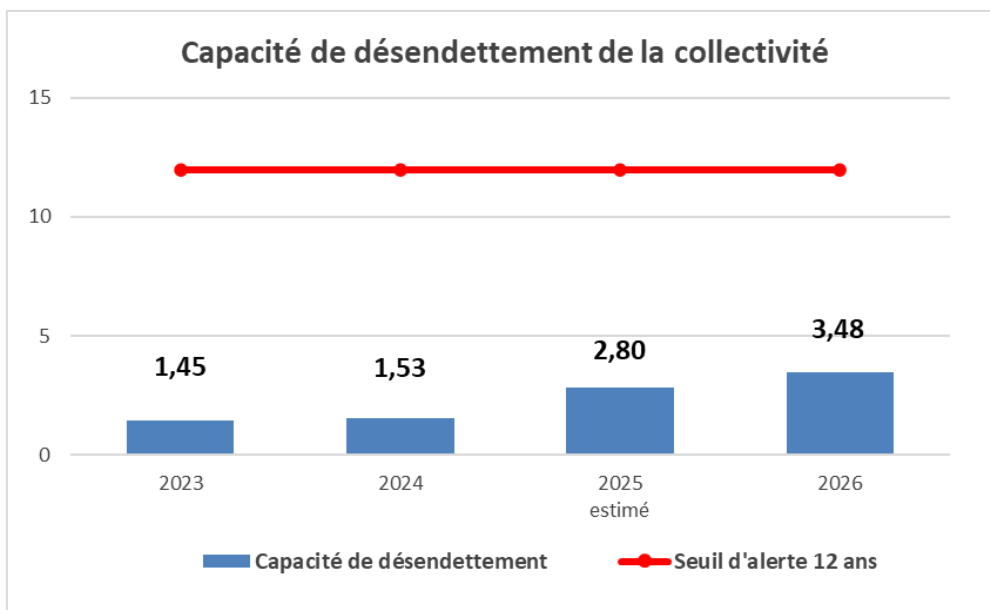


3. La solvabilité de la commune

La capacité de désendettement constitue le rapport entre l'encours de dette de la commune et son épargne brute. Elle représente le nombre d'années que mettrait la commune à rembourser sa dette si elle consacrait l'intégralité de son épargne dégagée sur sa section de fonctionnement à cet effet.

Un seuil d'alerte est fixé à 12 ans, durée de vie moyenne d'un investissement avant que celui-ci ne nécessite des travaux de réhabilitation. Si la capacité de désendettement de la commune est supérieure à ce seuil, cela veut dire qu'elle devrait de nouveau emprunter pour réhabiliter un équipement sur lequel elle n'a toujours pas fini de rembourser sa dette. Un cercle négatif se formerait alors et porterait sérieusement atteinte à la solvabilité financière de la commune, notamment au niveau des établissements de crédit.

Pour information, la capacité de désendettement moyenne d'une commune française se situerait aux alentours de 4,5 années en 2024 (*DGCL – Données DGFI*).





IV. Les investissements de la commune

1. Les épargnes de la commune

Le tableau ci-dessous retrace les évolutions de l'épargne brute et de l'épargne nette de la commune

Avec les indicateurs permettant de les calculer. Pour rappel :

L'épargne brute, elle correspond à l'excédent de la section de fonctionnement sur un exercice, c'est-à-dire la différence entre les recettes et les dépenses réelles de fonctionnement. Elle sert ainsi à financer :

- Le remboursement du capital de la dette de l'exercice (inscrit au compte 1641 des dépenses d'investissement) ;
- L'autofinancement des investissements ;

A noter qu'une Collectivité est en déséquilibre budgétaire au sens de l'article L.1612-4 du CGCT si son montant d'épargne brute dégagé sur un exercice ne lui permet pas de rembourser son capital de la dette sur ce même exercice.

L'épargne nette ou capacité d'autofinancement représente le montant d'autofinancement réel de la commune sur un exercice. Celle-ci est composée de l'excédent de la section de fonctionnement (ou épargne brute) duquel a été retraité le montant des emprunts souscrits par la commune sur l'exercice.

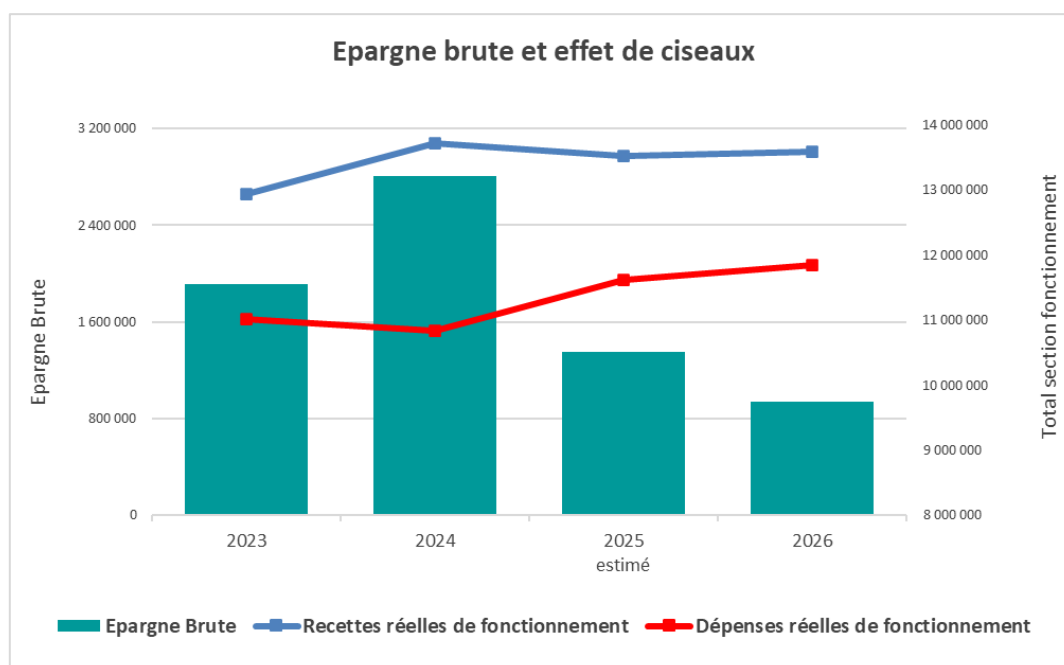
Année	2023	2024	2025 estimé	2026	2026-2025 valeur	2026-2025 %
Recettes réelles de fonctionnement	12 934 095	13 712 091	13 520 422	13 591 054	70 632	0,52%
<i>Dont produits exceptionnels</i>	4 192	65 416	544 426	804 000	259 574	47,68%
Dépenses réelles de fonctionnement	11 018 456	10 838 477	11 622 985	11 847 067	224 082	1,93%
<i>Dont dépenses exceptionnelles</i>	20 297	14 916	0	15 000	15 000	#DIV/0!
Epargne Brute	1 911 446	2 808 198	1 353 011	939 987	-413 024	-30,53%
<i>Intérêt de la dette</i>	83 488	138 010	128 378	111 155	-17 223	-13,42%
Epargne de Gestion	1 994 934	2 946 208	1 481 389	1 051 143	-430 247	-29,04%
Taux d'épargne brute	14,78%	20,48%	10,01%	6,92%		
Amortissement du capital de la dette	525 213	473 901	507 080	515 603	8 523	1,68%
Epargne Nette	1 386 234	2 334 297	845 931	424 384	-421 547	-49,83%
Encours	2 771 019	4 297 118	3 790 037	3 274 434	-515 603	-13,60%
Capacité de désendettement	1,45	1,53	2,80	3,48		



Le montant d'épargne brute de la commune est égal à la différence entre l'axe bleu et l'axe rouge (avec application des retraitements comptables). Si les dépenses réelles de fonctionnement progressent plus rapidement que les recettes réelles de fonctionnement, un effet de ciseau se crée, ce qui a pour conséquence d'endommager l'épargne brute dégagée par la commune et de possiblement dégrader sa situation financière.

Les recettes réelles et dépenses réelles de fonctionnement présentées sur le graphique correspondent au recettes et dépenses totales. L'épargne brute est retraitée des dépenses et recettes non récurrentes.

En 2025, l'épargne brute est impactée par une simulation projetée fin d'année prudente. De la même manière l'année 2026, vu l'incertitude nationale, est calculée avec des recettes modérées et des dépenses prévisionnelles courantes en augmentation (inflation 1,4%).
 Pour rappel, les recettes exceptionnelles (vente de terrain) sont exclues du calcul de l'épargne brute

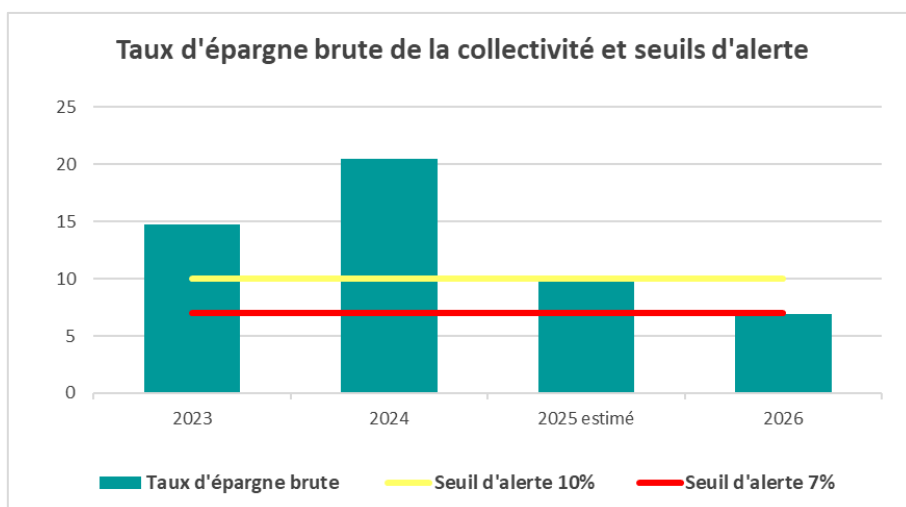


Le taux d'épargne brute correspond au rapport entre l'épargne brute (hors produits et charges exceptionnels) et les recettes réelles de fonctionnement de la commune. Il permet de mesurer le pourcentage de ces recettes qui pourront être alloués à la section d'investissement afin de rembourser le capital de la dette et autofinancer les investissements de l'année en cours.

Deux seuils d'alerte sont ici présentés. Le premier, à 10% correspond à un premier avertissement, la commune en dessous de ce seuil n'est plus à l'abri d'une chute sensible ou perte totale d'épargne.

Le second seuil d'alerte (7% des RRF) représente un seuil limite. En dessous de ce seuil, la commune ne dégager pas suffisamment d'épargne pour rembourser sa dette, investir et également pouvoir emprunter si elle le souhaite.

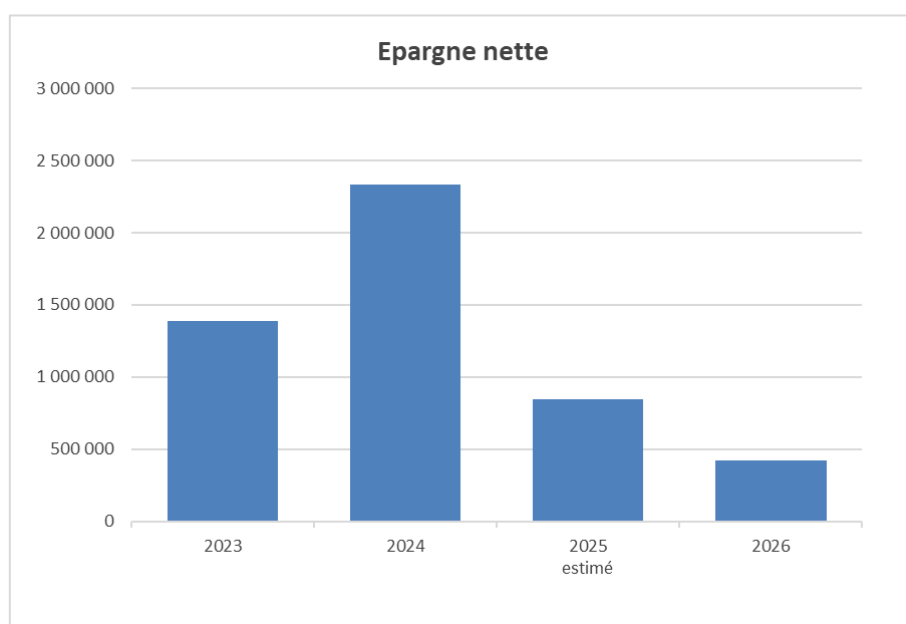
Pour information, le taux moyen d'épargne brute des communes française se situe aux alentours de 10% en 2024 (DGCL – Données DGFIP).



Comme de nombreuses collectivités, nos recettes sont moins dynamiques notamment lien avec le ralentissement des recettes fiscales (projection sans revalorisation des bases et du taux).

Les dépenses, quant à elles, poursuivent une dynamique plus soutenue. Au niveau national les dépenses sont en hausse en 2024 de +4,1 % sur un an. Le bloc communal enregistre la progression la plus marquée (+4,8 %), tirée avant tout par la hausse de la masse salariale. Les charges de personnel représentent le premier poste budgétaire des communes.

Cette évolution divergente entre recettes et dépenses fragilise l'épargne de notre collectivité et des collectivités en général.





2. Les dépenses d'équipement

L'année 2026 et son programme d'investissement intègre les PPI travaux et du parc des véhicules proposés par les services techniques. Il se compose principalement de :

- Panneaux photovoltaïques : fin des travaux sur les Ateliers et travaux sur Ehpad en 2026
- Peinture des boiseries des Tucs et faitage à sec
- Travaux de voirie et pluvial : avec notamment l'élargissement de la voie d'accès aux futurs logements saisonniers
- Auvent à la crèche

Ces travaux d'entretien se rajouteront à des projets structurants :

- Fin des travaux Plan Plage lac
- Fin du paiement des études pour l'Ecoquartier de l'entrée de Soorts
- Poursuite du déploiement de la Fibre noire
- Fin des travaux du refoulement du sable entre lac et océan (post désensablement fait par Macs). L'opération sera reproduite en 2027.
- Finalisation du schéma cyclable avec la liaison entre la crèche, le rond-point des Paloumères et la route des Lacs (Fonds de concours Macs, enfouissement éclairage) et les travaux de l'avenue Maître Pierre et avenue de la Bécasse côté Capbreton.

Enfin, des projets d'avenir seront lancés :

- Plan Plage Océan :
Aménagements des abords et accessibilité des plages océanes et installation de nouveaux postes de secours plages des « Naturistes » et de la « Gravière ».
- Ferme de Bielle :
La sécurisation a été faite en 2025 avec un complément en 2026 (remplacement de bois) le temps que les travaux s'engagent en 2027. Ils sont à ce jour estimés à 1 350 000 € TTC (nouvelle estimation au COPIL début décembre). Travaux répartis sur 2026 (lancement) et 2027-2028.
- Sporting-Casino :
En 2023-2024 la Commune a finalisé les études de réhabilitation. L'équipe de maîtrise d'œuvre a établi un projet de réhabilitation dont l'estimation des travaux s'élevait à 9 200 000 HT. La consultation des entreprises dans le cadre d'une procédure formalisée a abouti à un dépassement de presque 20% du coût estimé. La Commune a donc décidé de ne pas donner une suite favorable pour motif d'intérêt général.
Ne voulant ni endetter la Commune au-delà du raisonnable ni s'interdire la rénovation ou la construction d'équipements publics, après l'été 2024 la Commune a décidé de se faire assister par deux cabinets afin de définir quel serait le meilleur portage juridique et financier pour réaliser ces travaux.
En 2025, lors d'une réunion publique, des échanges avec la population ont eu lieu sur les divers modes d'exploitation possibles de cet équipement public.
Parallèlement des missions d'assistance à maîtrise d'ouvrage nous ont aidé à lancer un Appel à Manifestation d'Intérêts afin d'envisager une mise à disposition de tout ou partie de la parcelle sous une forme juridique restant à définir pour un projet à vocation économique et culturelle et si possible sportive.
Il convient aujourd'hui d'attendre la fin de la procédure de l'AMI.



- Pour le Parc des Sports et la Requalification du Site des Halles, les études de programmation sont en cours. L'opportunité d'engager les travaux de ces deux équipements publics est laissé à l'appréciation de la nouvelle équipe municipale.

Le tableau ci-dessous présente le programme d'investissement 2025 additionné à d'autres projets à horizon 2026, afin d'avoir un aperçu des perspectives d'investissement.

Année	2025	2026
Immobilisations incorporelles	78 110	366 467
Immobilisations corporelles	2 987 784	3 077 244
Immobilisations en cours	374 828	280 000
Subventions d'équipement versées	1 434 189	946 054
Total dépenses d'équipement	4 874 912	4 669 764

3. PPI - Programme Pluriannuel d'Investissement

Voici le programme pluriannuel d'investissement au moment de la préparation budgétaire 2026 :

Total des projets	2026	2027	2028	2029
Total des travaux et matériels	5 276 782	2 676 190	2 665 503	1 217 670
TRAVAUX EXCEPTIONNELS - PROJETS	2 894 501	1 440 000	870 000	70 000
TRAVAUX ET MATERIELS - ENTRETIEN	2 382 281	1 236 190	1 795 503	1 147 670
FRAIS ETUDES ECOQUARTIER SOORTS	258 372			
FRAIS ETUDES SECURISATION HALLES	13 095			
FRAIS ETUDES REQUALIFICATION SITE DES HALLES	20 000			
FRAIS ETUDES	50 000	25 000	25 000	25 000
LOGICIELS	55 000	45 000	45 000	45 000
REHABILITATION DU SPORTING CASINO (HT)	50 000			
PLACE DES LANDAIS	40 000			



Total des projets	2026	2027	2028	2029
AV DES ECOLES	20 000			
FERME DE BIELLE	110 000	700 000	700 000	
POSTE DE SECOURS CENTRALE		80 000		
FIBRE NOIRE	180 000			
PLAN PLAGE (FIN LAC + OCEAN)	955 000			
PROJET LOCATION SAISONNIERE FOND DE ZONE (RESEAUX)	50 000			
PHOTOVOLTAIQUE (ATELIERS)	20 000			
REFOULEMENT SABLE LAC VERS OCEAN - RENFORCEMENT PIED DU	328 000	410 000		
PARC DES SPORTS	80 000			
ERP HALLES : TRAVAUX SECURISATION SUITE DIAGNOSTIC	20 000			
FONDS DE CONCOURS MACS PISTE CYCLABLE ALBI/AGEN/TCF	150 000			
FONDS DE CONCOURS MACS PISTE CYCLABLE COMPL SCHEMA		180 000	100 000	
ENFOUISSEMENT ECLAIRAGE AVENUES AGEN/ALBI/TCF	341 716			
ENFOUISSEMENT ECLAIRAGE AV MAITRE PIERRE	73 318			
EHPAD PHOTOVOLTAIQUE	80 000			
EHPAD	100 000	100 000	100 000	100 000
SDIS	23 000	27 420		
ECLAIRAGE DIVERS	100 000	80 000	80 000	80 000
RACC ELEC EXTENSION RESEAU PC	60 000			
MACS AC INVESTISSEMENT	100 000	98 170	98 170	98 170
TERRAINS	90 000	20 000	20 000	20 000
PLANTATIONS ARBRES ARBUSTES	12 500	12 500	12 500	12 500
AGENCEMENTS TERRAINS	40 000	30 000	30 000	30 000
DERIVE LITTORALE SLGBC (UNIV BORDEAUX)	13 500	13 500	13 500	13 500
IMPACT VAGUES SUR CÔTE SLGBC (UNIV PAU)	19 000	19 000	19 000	19 000
SUIVI DU LITTORAL TRAIT DE COTE SLGBC	15 000	15 000	15 000	15 000
ECLUSE PONT D'HIERN	60 000			
EQUIPEMENTS CIMETIERE	46 500	15 000	15 000	15 000
DOC URBA	5 000			
FRAIS ETUDES DIVERS	25 000	25 000	25 000	25 000



Total des projets	2026	2027	2028	2029
LOGICIELS	55 000	45 000	45 000	45 000
ENTRETIEN COURANT BÂTIMENTS	246 795	100 000	100 000	100 000
MPE AUVENT	50 000			
REPRISE MUR SOUTÈNEMENT MPE ET CAMPING-CARS	50 000			
PLUVIAL	50 000	55 000	55 000	55 000
VOIRIE	177 000	160 000	170 000	170 000
VOIRIE REPRISE DE BORDURES BD DE LA DUNE	150 000	75 000	75 000	
INSTALLATION DE VOIRIE	30 500	25 000	25 000	25 000
RESEAUX ELECTRIFICATION	10 000	5 000	5 000	5 000
RESEAUX DIVERS	109 918	5 000	50 000	50 000
MATERIEL ET OUTILLAGE DEFENSE EXTERIEURE INCENDIE	40 000	40 000	195 000	10 000
OUTILLAGE DE VOIRIE (215738)	6 000	5 000	5 000	5 000
AUTRES INSTALLATION (2158)	47 251	20 000	20 000	20 000
AUTRES MATERIELS ET OUTILLAGES (2158)	132 000	50 000	50 000	50 000
MOBILIER MATERIEL DE BUREAU	18 900	12 500	12 500	12 500
INFORMATIQUE	19 000	17 500	17 500	17 500
MATERIEL DIVERS	196 600	118 000	118 000	118 000
VEHICULES	107 000	36 100	392 000	25 000
GROS MATERIEL ROULANT (215731)	45 000	24 100	350 000	-
MATERIEL DE TRANSPORT (21828)	62 000	12 000	42 000	25 000
ŒUVRES D'ART	15 000	10 000	10 000	10 000
BA RESTAURANT (HT)	96 471	-	20 833	-
BA CINEMA (HT)	65 346	1 500	1 500	1 500

Total des projets	2026	2027	2028	2029
Total des recettes	4 378 913	4 890 000	2 616 000	1 331 000
AFFECTATION EXCEDENTS DE FONCTIONNEMENT N-1	1 015 000	1 467 000	25 000	21 000
SUBVENTIONS	977 913	410 000		
FCTVA	481 000	388 000	216 000	185 000
TAXES AMENAGEMENT	125 000	125 000	125 000	125 000
MAISON BONHOMME	800 000			
AUTRES TERRAINS		1 500 000	1 250 000	
AMORTISSEMENTS	980 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000
EMPRUNTS				

4. Les autorisations de programme

Le tableau ci-dessous présente les prévisions pour les autorisations de programme et crédits de paiement (APCP) comportant une prévision de dépenses dans le ROB 2026.



N°	Opération	Budget Principal	AP en 2025	Ajustement AP	AP ajustée pour 2026	CP utilisé avant 2026	CP non utilisé en 2025	CP 2026	CP 2027	CP 2028	CP 2029	Total CP utilisé
AP19.002	9457	PLACE DES LANDAIS	4 690 045,74	39 973,00	4 730 018,74	4 644 073,37	45 945,37	40 000,00				4 730 018,74
AP21.001	9460	POSTE DE POLICE	1 147 753,49		1 147 753,49	1 103 258,70	44 494,79		solde CP 44 494,79 fin 2025 - arrêt APCP			1 147 753,49
AP21.003	9463	LIAISON SOORTS - HOSSEGOR (AVENUE DE BORDEAUX)	2 231 249,96		2 231 249,96	2 201 758,60	29 491,36		solde CP 29 491,36 fin 2025 - arrêt APCP			2 231 249,96
AP21.004	9476	PLAN LUMIERE	400 251,02		400 251,02	361 939,18	38 311,84		solde CP 38 311,84 fin 2025 - arrêt APCP			400 251,02
AP23.001	9472	AVENUE DES ECOLES	513 665,00	20 000,00	533 665,00	448 893,31	64 771,69	20 000,00				533 665,00
AP23.002	9479	PLAN PLAGE	1 346 775,65	706 549,01	2 053 324,66	986 527,92	111 796,74	955 000,00				2 053 324,66
AP23.003	9494	VOIRIE 2024-2027	600 000,00		600 000,00	157 042,00	172 656,94	177 000,00	93 301,06			600 000,00
AP23.004	9481	PLUVIAL 2024-2027	424 000,00		424 000,00	57 630,34	58 379,54	50 000,00	100 000,00	100 000,00	57 990,12	424 000,00
AP24.001	9499	REHABILITATION DU SPORTING	100 000,00	50 000,00	150 000,00	45 439,43	54 560,57	50 000,00				150 000,00
AP24.002	9497	SURETE GLOBALE	1 050 000,00		1 050 000,00	278 849,04	105 150,96	312 000,00	160 000,00	160 000,00	34 000,00	1 050 000,00
AP24.003	9466	FERME DE BIELLE	1 050 000,00	722 500,00	1 772 500,00	129 789,44	132 710,56	110 000,00	700 000,00	700 000,00		1 772 500,00
AP25.001	9474	ECOQUARTIER DE SOORTS	300 000,00	58 372,00	358 372,00	31 834,80	68 165,20	258 372,00				358 372,00
			13 853 740,86	1 597 394,01	15 451 134,87	10 447 036,13	926 435,56	1 972 372,00	1 053 301,06	960 000,00	91 990,12	15 451 134,87



5. Les besoins de financement pour l'année 2026

Le tableau ci-dessous représente les modes de financement des dépenses d'investissement de la commune ces dernières années avec une projection jusqu'en 2026.

La ligne solde du tableau correspond à la différence entre le total des recettes et le total des dépenses d'investissement de la commune (Restes à réaliser et report n-1 compris). Les restes à réaliser ne sont disponibles que pour l'année de préparation budgétaire, les années en rétrospective correspondent aux comptes administratifs de la commune.

Année	2023	2024	2025 estimé	2026
Dépenses réelles (hors dette)	5 784 490	5 229 313	6 310 503	4 709 764
Remboursement de la dette	525 213	473 901	507 080	515 603
Dépenses d'ordre	1 140 912	1 449 479	987 090	1 012 090
Restes à réaliser	0	800 000	0	0
Dépenses d'investissement	7 450 615	7 152 693	7 804 673	6 237 458
Déficit n-1 reporté	932 090	2 076 810	1 116 811	1 494 851
Total Dépenses d'investissement	8 382 704	9 229 503	8 921 484	7 732 309

Année	2023	2024	2025 estimé	2026
Subvention d'investissement	392 597	558 605	1 517 025	977 913
FCTVA	450 771	794 327	647 486	481 000
Taxes aménagement	408 076	255 877	116 097	125 000
Autres recettes : cession	31 082	42 428	1 497 535	25 000
Recettes d'ordre	1 907 705	2 292 640	2 458 295	2 755 027
Emprunt et dettes assimilées	0	2 000 000	0	500
Autofinancement	2 010 000	2 015 000	1 015 000	1 015 000
Restes à réaliser	2 280 000	1 919 504	1 944 714	0
Recettes d'investissement	5 200 230	7 958 877	7 251 438	5 379 440
Excédent n-1 reporté	1 478 999	373 334	219 446	44 251
Total Recettes d'investissement	6 679 229	8 332 211	7 470 884	5 423 691



Solde (RI - DI)	-1 703 476	-897 292	-1 450 600	-2 308 618
Résultat de Fonct. en n	4 792 930	4 539 602	4 916 167	2 936 957

* 1 497 535 € de 2025 : remboursement par Macs des travaux de la Canalisatation entre lac et océan et travaux de voirie abords Place des Landais.



V. Les ratios de la commune

L'article R 2313-1 du CGCT énonce onze ratios synthétiques que doivent présenter les communes de plus de 3 500 habitants dans leur débat d'orientation budgétaire, le tableau ci-dessous présente l'évolution de ces onze ratios de 2022 à 2025.

DGCL - Commune
 touristiques hors
 montagne de 3 500 à
 10 000 hab. en 2024

Ratios / Année	2023	2024	2025 estimé	2026	Ratios comparatif
1 - DRF € / hab	1 526,95	1 495,99	1 569,83	1 600,09	1 061,00
2 - Fiscalité directe € / hab	723,57	901,11	894,23	888,49	679,00
3 - RRF € / hab	1 792,42	1 892,63	1 826,10	1 835,64	1 313,00
4 - Dépenses d'équipement € / hab	759,35	607,34	624,20	516,44	407,00
5 - Dette / hab	384,01	593,11	511,89	442,25	831,00
6 - DGF / hab	87,43	86,12	99,49	85,21	134,00
7 - Dépenses de personnel / DRF	49,70%	53,64%	52,70%	53,35%	55,60%
8 - CMPF (coeff de mobilisation du potentiel fiscal) Fiscalité / PF	0,53	0,59	0,52	0,52	-
9 - DRF + Capital de la dette / RRF	89,25%	82,50%	89,72%	90,96%	87,50%
10 - Dépenses d'équipement / RRF	42,36%	32,09%	34,18%	28,13%	31,00%
11 - Encours de la dette / RRF Taux d'endettement	21,42%	31,34%	28,03%	24,09%	63,30%

- *DRF = Dépenses réelles de Fonctionnement*
- *RRF = Recettes réelles de Fonctionnement*
- *POP DGF = Population INSEE + Résidences secondaires + Places de caravanes*
- *CMPF = Le coefficient de mobilisation du potentiel fiscal correspond à la pression fiscale exercée par la commune sur ses contribuables. C'est le rapport entre le produit fiscal effectif et le produit fiscal théorique.*
- *CMPF élargi = la CMPF est élargi au produit de fiscalité directe encaissée sur le territoire communal, c'est-à-dire « commune + groupement à fiscalité propre ».*

Attention, dans le cadre de la comparaison des ratios avec les différentes strates. Cela ne reflète pas forcément la réalité du territoire avec les différences de situation au niveau du territoire national. De plus, le nombre d'habitant de la commune peut se situer sur la limite haute ou basse d'une strate.



Moyennes nationales des principaux ratios financier par strates

Comparatif avec les communes de même strate :

(France métropolitaine)	Nombre de communes	Ratio 1 €/h DGF	Ratio 2 €/h DGF	Ratio 2 bis €/h DGF	Ratio 3 €/h DGF	Ratio 4 €/h DGF	Ratio 5 €/h DGF	Ratio 6 €/h DGF	Ratio 7 %	Ratio 9 %	Ratio 10 %	Ratio 11 %
Communes touristiques hors montagne	843	1 043	681	738	1 279	395	890	133	55,2	89,0	30,9	69,6
Moins de 100 hab.	8	2 349	633	1 097	3 331	2 320	1 552	319	58,3	89,4	69,6	46,6
100 à 200 hab.	24	695	307	322	930	229	658	196	34,5	82,2	24,6	70,7
200 à 500 hab.	85	741	341	397	967	461	733	153	42,8	84,2	47,6	75,8
500 à 2000 hab.	302	752	440	473	949	372	579	162	48,2	86,3	39,2	61,0
2000 à 3500 hab.	166	876	537	592	1 097	384	748	160	52,1	87,5	35,0	68,2
3500 à 10 000 hab.	189	1 061	679	740	1 313	407	831	134	55,6	87,5	31,0	63,3
10 000 à 20 000 hab.	46	1 121	771	860	1 378	375	847	107	58,2	88,1	27,2	61,5
20 000 à 50 000 hab.	20	1 183	835	874	1 428	438	1 164	127	54,8	91,4	30,6	81,5
50 000 hab. et plus	3	1 274	800	845	1 414	304	1 531	108	61,0	101,2	21,5	108,3
Communes ni touristiques, ni de montagne	27 937	1 108	602	748	1 310	334	919	168	53,9	91,4	25,5	70,2
Moins de 100 hab.	2 208	765	332	315	1 085	405	440	170	20,1	77,3	37,3	40,6
100 à 200 hab.	4 225	621	301	304	853	339	439	158	25,7	81,4	39,8	51,5
200 à 500 hab.	7 723	572	309	317	749	284	406	142	34,1	84,7	38,0	54,2
500 à 2000 hab.	9 293	638	352	408	805	297	491	143	44,7	87,1	36,9	61,0
2000 à 3500 hab.	1 853	749	414	527	933	319	576	147	50,9	87,3	34,2	61,7
3500 à 10 000 hab.	1 767	949	516	683	1 141	330	676	152	55,8	89,4	28,9	59,2
10 000 à 20 000 hab.	441	1 160	617	832	1 357	342	753	177	59,4	91,4	25,2	55,5
20 000 à 50 000 hab.	309	1 328	752	971	1 533	352	950	200	60,8	93,1	22,9	62,0
50 000 hab. et plus	118	1 578	839	999	1 813	359	1 609	182	52,7	94,0	19,8	88,7

Les Collectivités locales en chiffres 2024 – Ministère chargé des collectivités territoriales

Ratio 1 = Dépenses réelles de fonctionnement (DRF)/population : montant total des dépenses de fonctionnement en mouvement réels. Les dépenses liées à des travaux en régie (crédit du compte 72) sont soustraites aux DRF.

Ratio 2 = Produit des impositions directes/population (recettes hors fiscalité reversée). Ratio 2 bis = Produit des impositions directes/population. En plus des impositions directes, ce ratio intègre les prélèvements pour versements de fiscalité et la fiscalité reversée aux communes par les groupements à fiscalité propre.

Ratio 3 = Recettes réelles de fonctionnement (RRF)/population : montant total des recettes de fonctionnement en mouvements réels. Ressources dont dispose la commune, à comparer aux dépenses de fonctionnement dans leur rythme de croissance.

Ratio 4 = Dépenses brutes d'équipement/population : dépenses des comptes 20 (immobilisations incorporelles) sauf 204 (subventions d'équipement versées), 21 (immobilisations corporelles), 23 (immobilisations en cours), 454 (travaux effectués d'office pour le compte de tiers), 456 (opérations d'investissement sur établissement d'enseignement) et 458 (opérations d'investissement sous mandat). Les travaux en régie sont ajoutés au calcul. Pour les départements et les régions, on rajoute



le débit du compte correspondant aux opérations d'investissement sur établissements publics locaux d'enseignement (455 en M14).

Ratio 5 = Dette/population : capital restant dû au 31 décembre de l'exercice. Endettement d'une collectivité à compléter avec un ratio de capacité de désendettement (dette/épargne brute) et le taux d'endettement (ratio 11).

Ratio 6 = DGF/population : recettes du compte 741 en mouvements réels, part de la contribution de l'État au fonctionnement de la commune.

Ratio 7 = Dépenses de personnel/DRF : mesure la charge de personnel de la commune ; c'est un coefficient de rigidité car c'est une dépense incompressible à court terme, quelle que soit la population de la commune.

Ratio 9 = Marge d'autofinancement courant (MAC) = (DRF + remboursement de dette) / RRF : capacité de la commune à financer l'investissement une fois les charges obligatoires payées. Les remboursements de dette sont calculés hors gestion active de la dette. Plus le ratio est faible, plus la capacité à financer l'investissement est élevée ; a contrario, un ratio supérieur à 100 % indique un recours nécessaire à l'emprunt pour financer l'investissement. Les dépenses liées à des travaux en régie sont exclues des DRF.

Ratio 10 = Dépenses brutes d'équipement/RRF = taux d'équipement : effort d'équipement de la commune au regard de sa richesse. À relativiser sur une année donnée car les programmes d'équipement se jouent souvent sur plusieurs années. Les dépenses liées à des travaux en régie, ainsi que celles pour compte de tiers sont ajoutées aux dépenses d'équipement brut.

Ratio 11 = Dette/RRF = taux d'endettement : mesure la charge de la dette d'une collectivité relativement à sa richesse.

(Source www.collectivites-locales.gouv, données 2024)